



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE—OF
Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

—Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“La Gazette Municipale”
Bureau de Poste : 917 ou
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

—Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“La Gazette Municipale”
Hôtel de Ville, — Montréal.

— All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“The Municipal Gazette”
Post Office Box : 917 or 42
Jacques-Cartier Square, Montreal.
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“The Municipal Gazette”
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

DELIBERATIONS

COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

Compte rendu de l'assemblée du 5 janvier.

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, N. Lapointe, O'Connell, Prud'homme et Carter.

Sont présents aussi Sa Grandeur l'archevêque Bruchési, les Drs E. St-Jacques, président, E.-P. Benoit, L.-J.-V. Cléroux, E. DeCotret et E. Verner, représentant la Société Médicale de Montréal, le Dr R. Hébert, représentant l'Hôpital St-Paul, Dr J.-J. Guérin, représentant l'Hôtel-Dieu, M. Jas. Crathern, président, les Drs F.-G. Shepherd, Geo. R. Armstrong et Fred Tees; aussi, M. G.-H.-T. Parke, secrétaire, représentant “The Montreal General Hospital”, le Dr Grant Stewart, représentant la “Medico-Chirurgical Society”; l'échevin Yates, M.D., les Drs Fortin, Geo.-Etienne Cartier, J.-A. Rouleau; aussi M. John-B. Tressidder, représentant le Comité des Citoyens, et le Dr. J.-M. Aumont, représentant la société Médicale de l'Ouest de Montréal.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Le président dit que l'assemblée a été convoquée pour discuter la question de l'éclosion de fièvre typhoïde dans la Ville et les mesures à prendre pour faire face à la situation. Il invite les visiteurs à exprimer leurs vues à ce sujet.

A la demande de M. Jas. Crathern, le secrétaire du “Montreal General Hospital” lit des lettres montrant le nombre de patients reçus dans cet hôpital et le nombre que l'on a refusé d'admettre; le bureau médical recommande de pourvoir à des moyens additionnels d'hospitalisation pour le soin des patients et que l'eau de la Ville soit filtrée.

Le Dr L.-J. Shepherd dit que les quatre hôpitaux généraux ont cinq ou six fois plus de patients que d'habitude; on refuse l'admission à 10 à 12 patients par jour; actuellement on transporte les patients au “Typhoid Emergency Hospital”, deux ambulances étant constamment employées; la Ville devrait assumer la responsabilité financière de cette institution temporaire.

Le Dr Armstrong dit qu'on croit que la fièvre typhoïde est communiquée par l'eau; que des éclosions ont eu lieu pendant des années, et si on ne fournit pas de l'eau pure, la même chose se répétera, d'après l'expérience des villes européennes et américaines la maladie diminue considérablement là où il existe une installation de filtration; il considère que si la prise d'eau de l'aqueduc était prolongée jusqu'au milieu du fleuve, la situation ne serait pas beaucoup améliorée, vu que l'eau du St-Laurent est contaminée par des sources sur une distance de plusieurs milles en amont de Montréal; d'ailleurs l'eau du St-

HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

Report of meeting held the 5th January.

...Present: Aldermen Dagenais, chairman, N. Lapointe, O'Connell, Prud'homme and Carter.

There were also present: His Grace Archbishop Bruchési; Dr E. St-Jacques, president, Dr. E. P. Benoit, Dr L.-J.-V. Cléroux, Dr. E. DeCotret and Dr L. Verner, representing “La Société Médicale de Montréal”; Dr René Hébert, representing “l'Hôpital St-Paul”; Dr J. J. Guerin representing “l'Hôtel-Dieu”, Mr. Jas. Crathern, president, Drs F. J. Shepherd, R. Armstrong, Fred Tees and G. H. T. Parke, secretary, representing the Montreal General Hospital; Dr Grant Stewart representing the Medico-Chirurgical Society; Alderman H. B. Yates, M.D., Drs S. O. Fortin, Geo. Etienne Cartier, J. A. Rouleau, also Mr. John B. Tressidder representing the Citizens Committee, and Dr. J. M. Aumont, representing “La Société Médicale de l'Ouest de Montréal”.

The minutes were read and adopted.

1.—The chairman stated that the meeting had been called to discuss the prevalence of the typhoid fever in the City and the measures that should be taken to deal with the situation. He invited the visiting gentlemen to express their views upon the subject.

At the request of Mr. Jas. Crathern, the secretary of the Montreal General Hospital read letters showing the number of patients received into that hospital and the number refused admission; the medical board recommended that temporary additional hospital accommodation should be provided for the care of patients and the filtration of the water supply.

Dr. F. J. Shepherd stated that the four general hospitals had from five to six times as many patients as usual; 10 to 12 patients a day were refused admission; patients were now being removed to the Emergency Typhoid Hospital by two ambulances constantly working; the City should assume the financial responsibility in connection with this special hospital accommodation.

Dr. Armstrong said that it was held that typhoid fever was a water borne disease; that outbreaks had occurred for years, and if pure water was not supplied, the same conditions would necessarily recur; it was the experience of European and American cities that the disease was materially lessened wherever a filtration system was used; he considered that should the intake for the Aqueduct be extended into the middle of the river, the situation would not be much improved as the St. Lawrence is polluted, by

Laurent est dure et impropre pour les fins industrielles. Une installation pour la filtration de l'eau serait le seul moyen de résoudre la question et d'assurer à la Ville un approvisionnement d'eau pure.

Le Dr J.-J. Guérin déclare qu'il y a des centaines de cas de fièvre typhoïde dans la Ville et qu'un hôpital temporaire a été installé pour faire face à la situation. Il insiste pour que la Ville donne au "Typhoid Emergency Hospital" l'appui financier nécessaire.

Sa Grandeur l'archevêque Bruchési déclare qu'il a visité l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Notre-Dame et qu'il a trouvé les salles remplies de patients affectés de la fièvre. Il a trouvé la situation si grave qu'il a recommandé à ses prêtres de conseiller à leurs ouailles de faire bouillir l'eau.

Il a offert l'usage des institutions d'éducation et des maisons religieuses pour l'hospitalisation des patients. Les révérendes Soeurs Grises pourraient soigner 100 patients et l'Hôpital St-Paul 40 patients. On pourrait avoir immédiatement les services de 200 infirmières.

Il offre ses services et son concours dans tout ce qui pourra être nécessaire dans l'intérêt de la Ville.

Le président déclare qu'on a beaucoup blâmé la Commission d'Hygiène au sujet de cette prétendue épidémie; la Commission n'étant pas comme un individu, il était nécessaire de l'informer officiellement qu'il existait une épidémie; elle ne pouvait rien faire avant d'avoir été mise au courant de la situation; on a dit que la Commission aurait dû agir il y a dix jours; mais, alors la Commission n'était pas en possession des renseignements qu'on vient de lui donner, autrement on aurait agi avec promptitude. Il y a quelques années les quatre experts nommés par le Conseil: les Drs. Bernier, Ruttan, Hersey et J.-E. Laberge, avaient recommandé une installation pour la filtration de l'eau de la Ville, et encore en mai dernier, cette Commission recommanda au Conseil d'adopter un système de filtration pour l'eau de la Ville; mais il n'y avait pas d'épidémie alors et les journaux n'avaient pris aucun intérêt spécial à ces recommandations.

Il ne serait guère utile pour la Ville d'établir un système de filtration, si la "Montreal Water and Power Company" ne filtrait pas l'eau fournie par elle; l'épidémie actuelle règne principalement dans les quartiers urbains qui reçoivent leur eau de ladite Compagnie. Dans sa propre clientèle, M. le président déclare avoir rencontré plusieurs cas suspects de typhoïde qui ont duré de 5 à 10 jours. Tels cas pouvaient être pris pour la véritable maladie. Toutefois, il est bien consentant d'accepter l'opinion des médecins des hôpitaux quant au caractère des cas qu'ils soignent comme typhoïde dans leurs institutions. M. Janin, surintendant de l'Aqueduc, avait reçu instruction de prendre les mesures nécessaires pour assurer la stérilisation de l'eau fournie à la Ville. La "Montreal Water and Power" a aussi consenti d'installer un système de stérilisation.

M. Lavallée, avocat de la Cité, est appelé et donne l'opinion que, selon la charte, la Ville ne peut agir dans le cas actuel à moins qu'on déclare que la fièvre typhoïde est endémique dans la Ville.

Le Dr E. St-Jacques, de la part de la Société Médicale de Montréal, soumet un document recommandant, comme mesure temporaire, la stérilisation de l'eau, l'installation d'un système permanent de filtration, l'ouverture d'un hôpital temporaire, et l'affichage dans la Ville des règles hygiéniques appropriées à l'épidémie actuelle.

L'asile Nazareth des Sourds-Muets, rue Ste-Catherine, sous la direction des Soeurs Grises, offre, tel que démontré sur le plan soumis, des salles pour l'hospitalisation des malades. On pourrait recevoir 100 patients dans cette institution. La Société recommande aussi la distribution de désinfectants gratuitement aux pauvres.

L'échevin Carter cite des statistiques pour montrer que la maladie sévit principalement dans les faubourgs et les localités sur lesquels la Ville n'a pas de juridiction. Le Dr Rouleau, de St-Louis du Mile End, récemment annexé à la Ville, dit que dans ce district il y a eu 218 cas de typhoïde.

Le Dr J.-E. Laberge, chef du Département des Maladies Contagieuses, déclare que, vu l'écllosion de la fièvre typhoïde, spécialement dans les quartiers St-Henri, Ste-Cunégonde, Mont-Royal, St-Denis et DeLorimier, il est d'opinion que la maladie est à l'état d'épidémie, et il préparera un rapport, par écrit, à cet effet.

Sur proposition de M. l'échevin Prud'homme, il est

Résolu: Qu'un rapport soit présenté au Conseil recom-

sources miles above Montreal; besides the St. Lawrence water is hard and unsuitable for industrial purposes. A filtration system would be the only way of solving the question of providing a pure City water supply.

Dr J. J. Guerin stated that there were hundreds of cases of typhoid fever in the City and that a temporary hospital had been fitted up to meet the emergency. He urged that the City should give the Typhoid Emergency Hospital, proper financial support.

His Grace, Archbishop Bruchési stated that he had visited the Hôtel-Dieu and Notre-Dame hospitals and had found their wards full of fever patients. He had found the situation so serious that he had recommended his clergy to advise their parishioners to boil the water.

He had offered the use of educational and religious establishments for the reception of patients. The Grey Nuns could accommodate 100 patients and St. Paul's Hospital 40 patients. 200 nurses could be had at once. He offered his services in any way they could be useful to the interest of the City.

The chairman stated that much blame had been cast upon the Hygiene Committee in connection with this alleged epidemic; the Committee were not like an individual; they had to be informed officially of the existence of the epidemic; and they could not act in the matter of taking special measures, unless this were done; it had been said that the Committee should have taken action 10 days ago, but, at that time, the Committee was not in possession of information such as was now being laid before them, otherwise prompt action would have been taken. Some years ago a filtration plant for the City water supply had been recommended by the four experts appointed by Council, Drs Bernier, Ruttan, Hersey and J. E. Laberge; and again in May last this Committee had recommended the Council to adopt a filtration system for the City water supply; but there was no epidemic then and the public press had not taken any special interest in the recommendations on either of those occasions.

There would be little use in the City establishing a filtration plant if the Montreal Water and Power Co. did not likewise filter the water supplied by them. The present outbreak was mainly in the suburban wards supplied by the water furnished by that Company. In his own practice he had met with many cases of supposed typhoid fever which had lasted only from 5 to 10 days. Many such might be mistaken for the real disease. He was however quite willing to accept the opinion of the hospital physicians as to the character of the cases they were treating as typhoid in the hospitals. Mr Janin, superintendent of the Water Works had received instructions to take measures for the sterilisation of the water supplied by the City. The Montreal Water and Power Company had also agreed to install a sterilisation plant.

Mr. Lavallée, City attorney, was called in, and gave the opinion that, according to the Charter, the City could not act in the present case unless typhoid fever was declared to be epidemic in the City.

Dr. E. St-Jacques submitted a statement from the "Société Médicale de Montreal" recommending, as a temporary measure, the sterilization of the water; the establishment of a permanent filtration plant; the placarding of instructions throughout the City regarding the rules to be observed during the present epidemic; and the establishment of an emergency hospital. The Nazareth Asylum, for the Deaf and Dumb, Ste. Catherine street under the direction of the Grey Nuns, offered, as shown in the plan submitted, wards suitable for hospital purposes, 100 patients could be accommodated therein. It was also recommended to distribute disinfectants free, to the poor classes.

Alderman Carter quoted statistics to show that the disease prevailed principally in suburbs and districts over which the City had no control. Dr. Rouleau of St. Louis, Mile-End, newly annexed to the City, stated that in that district there had been 218 cases of typhoid.

Dr. J. E. Laberge, Chief of the Contagious diseases Department, stated that in view of the prevalence of typhoid fever, especially in St. Henri, Ste. Cunégonde, Mount-Royal, St. Denis and DeLorimier wards, he considered the disease to be in an epidemic form and would prepare a written report to that effect.

On motion of Ald. Prud'homme, it was

Resolved: That a report be made to Council recommend-

mandant que, vu que les médecins présents, appuyés par le Dr J.-E. Laberge, chef du Département des Maladies Contagieuses, sont d'opinion qu'une épidémie de fièvre typhoïde existe dans la Ville de Montréal, un crédit de \$15,000 soit accordé à cette Commission pour pourvoir à des moyens d'hospitalisation et pour prendre d'autres mesures afin d'enrayer la maladie; qu'il soit dit dans ledit rapport que les offres d'hospitalisation faites par l'hôpital St-Paul, le "Typhoid Emergency Hospital" et les Révérendes Soeurs de la Miséricorde, sont considérées comme amplement suffisantes pour le présent; que cette Commission croit qu'elle peut faire des arrangements pour l'hospitalisation des patients à raison d'un dollar (\$1) par tête par jour; et qu'une déclaration par écrit de la part du Dr. J.-E. Laberge, attestant que la maladie est épidémique dans la Ville, soit annexée audit rapport.

Adjournement.

J.-I. FLYNN,
Secrétaire.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 7 janvier.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, J.-B.-A. Martin, Guay, Laviolette, Séguin, Robinson, Fraser.

1.—Les communications suivantes, lettres, requêtes, etc., sont soumises:

(a) De M. J.-O. Gravel, commis dans le département des Estimateurs, à l'effet d'être nommé assistant secrétaire de ce département.

(b) De M. Armand Chaput, recommandant que M. Armand Auger soit nommé pour remplacer M. deMartigny qui a démissionné.

(c) De M. Thos.-M. Ireland, à l'effet d'être nommé commis dans le bureau des Estimateurs.

(c) De M. Raoul Paquette, demandant d'être nommé percepteur.

(d) De M. L.-J. Lefebvre, à l'effet d'être nommé percepteur.

(f) De M. Clément-N. Robillard, commis du département des Estimateurs, demandant qu'il soit nommé assistant-secrétaire en remplacement de M. J.-A. Landry, et une autre demande semblable de la part de M. Adolphe Sénécal.

(g) De M. Chs.-H. Lancey, commis au département du Revenu demandant qu'il soit transféré au département des Estimateurs.

(h) De M. D.-D. Delaney, demandant qu'il soit nommé commis dans le département des Finances.

Déposées sur le bureau.

(i) De M. J. Charlebois, demandant le paiement d'un compte de \$188 pour l'enluminure d'une adresse présentée à Lord Roberts.

Renvoyée au greffier de la Ville avec prière de faire rapport.

(j) De M. David Seath, secrétaire de la Commission du Port, transmettant un compte de \$4,500 pour draguage des eaux d'égout du Bassin Elgin.

Renvoyée au trésorier de la Ville.

(k) De Madame Drummond, remerciant la Commission des Finances pour la subvention votée au "Victorian Order of Nurses".

Déposée aux archives.

(l) De l'Institution des Aveugles de Nazareth, du "Montreal General Hospital" et de l'Hôpital Général des Soeurs Grises, demandant des subventions.

Le Conseil ayant, dans ses prévisions budgétaires, mis de côté certains montants qui doivent être payés auxdites Institutions durant l'année, il est

Résolu: Que le secrétaire soit prié de faire connaître auxdites institutions le montant qui a été mis à leur disposition.

(m) De MM. Claxton & Ker, avocats, et de Dame Louise Claxton, veuve de M. Ernest Desrosiers, demandant que lui soit payé un montant égal à six mois de salaire de son mari.

Renvoyée au trésorier et aux avocats de la Cité avec prière de faire rapport.

ing that, whereas it is the general opinion of the medical men now present, concurred in by Dr. J. E. Laberge, Chief of the Contagious Diseases Department, that an epidemic of typhoid fever exists in the City of Montreal, an appropriation of \$15,000 be granted this Committee to provide hospital accomodation and for the other measures to stamp out the disease; that it be stated in the said report that the offers of hospital accomodation by St. Paul hospital, The Typhoid Emergency Hospital and "Les Soeurs de la Miséricorde" are considered ample for the present; that this Committee believes that it can arrange with the said institutions to care for the patients at one dollar (\$1) per capita a day; and that a written statement from Dr. J. E. Laberge declaring the disease to be epidemic in the City, be annexed to the said report.

Adjourned.

J. I. FLYNN,
Secretary.

FINANCE COMMITTEE

Report of meeting held the 7th January.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, J. B. A. Martin, Guay, Laviolette, Séguin, Robinson, Fraser.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

1.—The following communications, letters, petitions, etc., were submitted:

(a) From J. O. Gravel, clerk in the Assessors Department to be appointed Asst. secretary of said department.

(b) From Armand Chaput, recommending that Armand Auger be appointed to replace Mr. DeMartigny who has resigned his position.

(c) Fros Thos. M. Ireland, to be appointed clerk in the Assessors Department.

(d) From Roaul Paquette, to be appointed collector.

(e) From L. J. Lefebvre, to be appointed collector.

(f) From Clément N. Robillard, clerk in the Assessors Department, asking to be appointed assistant secretary to replace Mr. J. A. Landry, and also a similar demand from Mr. Adolphe Sénécal.

(g) From Chs. H. Lancey, clerk in the Revenue Department, asking to be transferred in the Assessors Department.

(h) From D. D. Delaney, asking to be appointed clerk in the Finance Department.

Laid on the table.

(i) From Mr. J. Charlebois, asking payment of an account of \$188.00 for illuminating an address to Lord Roberts.

Referred to the City clerk for a report.

(j) From David Seath, secretary of the Harbour Commissioners, transmitting account of \$4,500 for dredging sewage, Elgin Basin.

Referred to the City treasurer.

(k) From Mrs. Drummond, thanking the Finance Committee for the amount granted to the Victorian Order of Nurses.

Filed of record.

(l) From "L'Institution des Aveugles de Nazareth", The Montreal General Hospital, and "l'Hôpital Général des Soeurs Grises", asking for grants.

The Council having, in the annual estimates, set aside certain amounts to be paid to said institutions during the year, it was

Resolved: To instruct the secretary to inform said institutions of the amount which has been placed at their disposal.

(m) From Claxton & Ker, advocates, and from Mrs. Louise Claxton, widow of Ernest Desrosiers, asking that an amount equivalent to 6 months salary of her late husband be paid to her.

Referred to the City treasurer and the City attorneys for a report.

(n) De M. F.-H. Norman, se plaignant que certaines salles publiques où des concerts sont donnés; ne paient pas de licence.

(o) De M. F. Dineen, demandant qu'on lui alloue l'intérêt sur son dépôt effectué avec sa soumission pour la construction de l'égout de la rue Sherbrooke.

Renvoyée au trésorier et aux avocats de la Cité avec prière de faire rapport.

(p) De M. Hormisdas Pelletier, recorder de la ci-devant ville de St-Louis du Mile-End, maintenant quartier Laurier, demandant que lui soit payée une indemnité de \$4,000 à laquelle il a droit en vertu de la loi.

Renvoyé au Département en Loi, avec prière de faire rapport.

(q) Un mandat de la Commission des Incendies et de l'Éclairage pour le paiement d'un montant de \$36.17 étant le salaire dû aux sous-chefs Dubois et O. Marin pour le temps qui s'est écoulé durant leur suspension.

Résolu: D'approuver le paiement dudit mandat, conformément à la règle 131 des règles du Conseil.

(r) De M. A. Bienvenu, surintendant du service des Licences, au sujet de l'engagement de certains employés de la ci-devant ville de St-Louis du Mile-End.

Résolu: De demander aux chefs des différents services municipaux de soumettre à la prochaine assemblée de cette Commission un état complet de crédits requis pour l'administration du quartier Laurier pour l'exercice 1910, et montrant dans quel état ils ont trouvé ledit quartier lorsqu'ils en ont pris possession, le premier janvier courant; quels sont les employés qui travaillaient dans ledit quartier actuellement et le chiffre de leur salaire; montrant aussi quels sont les employés qui étaient au service de la ci-devant ville de St-Louis, au temps de l'annexion de ladite ville par la Législature et le salaire payé à chacun d'eux à cette époque.

(s) L'état de la caisse pour la semaine finissant le 7 janvier 1910.

De décembre 1909 à janvier le 7, 1910.

Encaisse aux banques, 17 décembre 1909	\$662,738
Recettes	181,503
	<hr/>
	\$844,241
Déboursés	268,080
	<hr/>
Total	\$576,161

Dépôts dans les banques suivantes:

Bank of Montreal	\$215,108
Banque d'Hochelega	61,053
Quebec Bank	300,000
	<hr/>
	\$576,161

(t) Rapport sur l'assiduité des employés des services des Arrérages et des Licences pour le mois de novembre.

Déposé aux archives.

(u) Du révérend M. Dubois, prolongeant, jusqu'au 15 du courant, l'option donnée à la Ville pour l'achat de la bibliothèque Gagnon.

A ce sujet, le révérend M. Dubois, M. Delisle et l'honorable juge Sicotte se présentent devant la Commission, et après délibération, il est

Résolu: De remettre l'étude de cette question à la prochaine assemblée de la Commission, qui aura lieu mercredi prochain.

M. Sicotte demande aussi de prendre en considération la demande de subvention faite par le Château de Ramesay.

M. le président promet d'étudier cette question à la prochaine assemblée, mercredi.

(v) Du président du Bureau des Estimateurs, recommandant que, suivant l'article 373 de la Charte, le travail des estimateurs pour l'année 1910 soit distribué comme suit:

Les quartiers Saint-Georges, Saint-Laurent, Centre et Mont-Royal. MM. Ferns et Beausoleil.

Les quartiers Saint-André, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Jacques, LaFontaine et Est. MM. Euard et Landry.

Les quartiers Saint-Denis, Laurier, Duvernay et Ouest. MM. Owens et Prenoveau.

Les quartiers Saint-Henri, Sainte-Cunégonde, Saint-Joseph, DeLorimier et Hochelega. MM. Fitz-Gibbon et Payette.

(n) From Mr. F. H. Norman, complaining that certain public halls are giving concerts without paying any licence.

Referred to the City treasurer and the superintendent of the License Department for a report.

(o) From Mr. M. Dineen, asking to be allowed interest on a deposit made in connection with his tender for the construction of the Sherbrooke street sewer.

Referred to the City treasurer and to the City Attorneys for a report.

(p) From Hormisdas Pelletier, Recorder of the former town of St. Louis du Mile End (now Laurier ward), asking that the indemnity of \$4,000 to which he is entitled according to law, be paid to him.

Referred to the Law Department for a report.

(q) A warrant from the Fire and Light Committee for the payment of a sum of \$36.17 being the salary due to sub-chiefs Dubois and O. Marin, for the time they were suspended.

Resolved: To approve the payment of said warrant in accordance with rule 131 of the rules of Council.

(r) From A. Bienvenu, superintendent of the License Department, concerning the engagement of certain employees of the former town of St. Louis du Mile End.

Resolved: To ask the heads of the several civic Departments to submit at the next meeting of this Committee a complete statement of the money required for the administration of Laurier ward, during the year 1910, and showing in what condition they found said ward when they took possession of it, on the 1st January inst. What employees are presently working and their present salary and showing also what are the employees who were at the employ of the former town of St. Louis, at the time of the annexation of said town by the Legislature and the salary paid to each of them at that time.

(s) The cash statement for the week ending January the 7th 1910.

From December 17th 1909 to January 7th 1910.

Cash in banks, December 17th 1909	\$662,738
Receipts	131,503
	<hr/>
	\$844,241
Disbursements	268,080
	<hr/>
Total	\$576,161

Deposits in the following banks:

Bank of Montreal	\$215,108
Banque d'Hochelega	61,053
Quebec Bank	300,000
	<hr/>
	\$576,161

(t) Report of attendance for the month of November of the employees of the Arrears and Revenue Departments.

Filed of record.

(u) From Reverend Mr. Dubois, extending to the 15th inst. the option given to the City on the Gagnon's collection of books.

In this connection, Revd. Mr. Dubois, Mr. Delisle and the Honorable Mr. Justice Sicotte appeared before the Committee, and after deliberation, it was

Resolved: To postpone consideration of this matter until the next meeting of this Committee, which will be held on Wednesday next.

Mr. Sicotte also asked that the demand made by the Château de Ramezay for a grant be considered.

The chairman promised to take this matter into consideration at the next meeting of this Committee to be held Wednesday.

(v) From the chairman of the Board of Assessors, recommending that in accordance with article 373 of the City Charter the work of the assessors for the year 1910 be divided as follows:

St. George, St. Lawrence, St. Louis, Centre and Mount Royal wards. Messrs. Ferns & Beausoleil.

St. Andrew, St. Jean-Baptiste, St. James, LaFontaine and East wards. Messrs. Euard and Landry.

St. Denis, Laurier, Duvernay and West. Messrs. Owens & Prenoveau.

St. Henry, Ste. Cunégonde, St. Joseph, DeLorimier and Hochelega wards. Messrs. Fitz-Gibbon and Payette.

Les quartiers Saint-Gabriel, Sainte-Anne, Sainte-Marie et Papineau. MM. Perrin et Veary.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

(w) Du surintendant de l'Aqueduc, informant la Commission que, pour pouvoir approvisionner d'eau les nouveaux ateliers du service de la Voirie, dans la division Nord de la Ville, il faut demander à la "Montreal Water & Power Co." de poser 700 pieds de conduite maîtresse dans la rue Huntley à partir de la rue DeFleurimont.

Résolu: De recommander au Conseil de prier le greffier de la Ville d'ordonner à la "Montreal Water & Power Co." qu'elle pose une conduite maîtresse sur la partie ci-dessus mentionnée de la rue Huntley, le tout suivant les contrats passés entre la Ville et ladite Compagnie.

2.—M. Ernest Tétrault, avocat, se présente devant la Commission et demande de retarder l'expropriation de la rue Rivard jusqu'à la prochaine session de la législature, afin de permettre aux propriétaires de demander un amendement à la loi au sujet de ladite expropriation, attendu que le coût d'icelle excèdera de beaucoup le montant mentionné dans la charte. On conseille à M. Tétrault de voir à ce sujet les avocats de la Ville, afin que ces derniers puissent faire rapport à cette Commission s'ils jugent à propos de faire droit à cette demande.

3.—Le contrôleur de la Ville informe la Commission que les dépenses encourues pour le referendum soumis le 21 décembre dernier sur le règlement No 394 se sont élevées au chiffre de \$2,658.65, et vu qu'un montant de \$2,000 seulement a été voté à cette fin, il demande qu'un rapport soit présenté au Conseil recommandant qu'un crédit additionnel de \$658.65 soit voté pour couvrir lesdites dépenses.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

4.—Sur recommandation des avocats de la Ville, il est

Résolu: De recommander au Conseil de régler les réclamations suivantes:

Belcourt & Ritchie, Frais <i>re</i> Montreal Light, Heat & Power Co. contre la Cité	\$ 51.29
Ernest Pâquet, chute sur le trottoir	25.00
John Keegan <i>et al.</i> , dommages causés durant la construction d'un égout dans la municipalité DeLorimier, maintenant quartier DeLorimier	4,500.00
Et les frais payables à MM. Gouin & Cie en paiement final et complet de ladite réclamation	144.80
Dame Victoria Groleau <i>ès-qualité</i> contre la "Montreal Street Railway" et la Cité de Montréal, cause réglée hors de Cour pour \$3,000, payables moitié par la Ville et moitié par la "Montreal Street Railway". Part de la Ville	1,500.00

Les réclamations de MM. T. Charpentier et Geo-W. Parent pour leurs services comme experts *re* expropriation du terrain requis pour l'agrandissement de l'aqueduc étant de nouveau prises en considération, vu l'opinion du Département en Loi, en date du 26 novembre dernier, recommandant qu'un montant de \$1,925 soit payé à M. Georges-W. Parent et à M. Trefflé Charpentier en capital, intérêt et frais, comme règlement final de leurs réclamations respectives, il est

Résolu: De réaffirmer le rapport présenté au Conseil le 16 décembre 1909, recommandant que les suggestions du Département en Loi soient approuvées.

5.—Soumis un extrait du procès verbal du Conseil, assemblée du 23 décembre 1909, renvoyant à cette Commission un avis de motion de M. l'échevin Giroux, pour offrir un témoignage d'appréciation à l'Hôtel-Dieu.

L'étude de cette affaire est différée afin de savoir quelles sont les suggestions de M. l'échevin Giroux à ce sujet.

Les rapports suivants sont soumis et adoptés.

6.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$500.

7.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$2,000.00.

8.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$1,515.03.

9.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$2,706.07.

10.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$400.00.

St. Gabriel, St. Ann's, St. Mary's and Papineau wards. Messrs. Perrin & Veary.

Resolved: To report to Council accordingly.

(w) From the superintendent of the Water works informing the Committee that in order to supply water to the new shops of the Road Department in the Northern division of the City, it would be necessary to ask the Montreal Water and Power Company to lay 700 feet of main pipe in Huntley street from DeFleurimont street.

Resolved: To recommend to the Council to instruct the City clerk to order the Montreal Water and Power Company to lay water main on the above mentioned portion of Huntley street, the whole in accordance with the contracts passed between the City and the said Company.

2.—Mr. Ernest Tetreault, advocate, appeared before the Committee and asked that the expropriation of Rivard street be delayed until the next session of the Legislature in order to allow the proprietors to obtain an amendment to the law in connection with said expropriation inasmuch as the cost will greatly exceed the amount mentioned in the City Charter. Mr. Tétrault was advised to see the City attorneys in this connection, in order that they may report to this Committee if it is advisable to grant this demand.

3.—The City comptroller informed the Committee that the expenses incurred by the referendum held on the 21st December last on by-law No. 394 amounted to \$2,658.65. and inasmuch as a sum of \$2,000 only was voted for this purpose, he asked that a report be made to Council recommending that a supplementary sum of \$658.65 be voted to cover the said expenses.

Resolved: To report to Council accordingly.

4.—On the recommendation of the City attorneys, it was

Resolved: To report to Council recommending that the following claims be settled:

Belcourt & Ritchie, costs <i>re:</i> Montreal Light, Heat and Power Company against the City	\$ 51.29
Ernest Pâquet, fall on sidewalk	25.00
John Keegan <i>et al.</i> damages caused during the construction of a sewer in DeLorimier municipality, now DeLorimier ward	4,500.00
And cost payable to Messrs. Gouin & Co. in full settlement of said claim	144.80
Dame Victoria Groleau, <i>ès-qualité</i> against the Montreal Street Railway and the City of Montreal, case settled out of Court for \$3,000 payable half by the City and half by the Montreal Street Railway Company. City's share	1,500.00

The claims of Messrs T. Charpentier and George W. Parent for their services as experts, *re:* expropriation of the land required for the widening of the Aqueduct being again considered, in view of the opinion of the Law Department of the 26th of November last recommending that a sum of \$1,925.00 each, be paid to Mr. George W. Parent and Trefflé Charpentier in capital, interest and costs in full settlement of their claim, it was

Resolved: To reaffirm the report made to the Council on the 16th December 1909 recommending that the suggestions of the Law Department be approved.

5.—Submitted an extract of the Minutes of the City Council, meeting held on the 23rd December 1909, referring to this Committee a notice of motion by Alderman Giroux to offer a testimonial to the Hôtel Dieu.

Consideration of this question was deferred in order to ascertain what suggestions Alderman Giroux has to make with regard to this matter.

The following reports were submitted and read.

6.—From Road Committee to vary a sum of \$500.00.

7.—From Road Committee to vary a sum of \$2,000.00.

8.—From Road Committee to vary a sum of \$1,515.03.

9.—From Road Committee to vary a sum of \$2,706.07.

10.—From Road Committee to vary a sum of \$400.00.

11.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$2,000.00.

12.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$2,374.96.

13.—De la Commission de la Voirie pour un virement de \$4,110.36.

14.—De la Commission de la Voirie pour des virements de \$375 et de \$37.92.

Résolu: De souscrire auxdits rapports de la Commission de la Voirie.

15.—Soumis un rapport du contrôleur et des Estimateurs de la Ville au sujet de la requête de la Canada Paint Co. demandant le privilège de construire une voûte sous le trottoir en face de sa propriété No 572, rue William.

Résolu: De recommander au Conseil de souscrire au rapport de la Commission de la Voirie à ce sujet et de faire droit à la requête de ladite Compagnie, aux conditions suivantes:

1o Ladite "Canada Paint Co." paiera à la Cité un montant de \$4.00 pour le certificat de l'inspecteur de la Cité, conformément au règlement No 49, et en sus, la taxe annuelle imposée en vertu du règlement No 362, ladite taxe étant fixée à 30 cents pour l'année courante, et devant être inscrite au rôle de perception des taxes

2o Ladite "Canada Paint Co." sera responsable de tous accidents et dommages à la personne et à la propriété, tant privée que publique, qui pourront résulter de l'usage de cette voûte, et elle devra défendre la Ville et la tenir indemne de toute responsabilité ou de toutes réclamations qui pourront être faites contre elle.

3o Le présent privilège ne sera pas considéré comme constituant une renonciation au droit de faire, en aucun temps, si le Conseil le décide, disparaître ladite voûte, et, dans ce cas, ladite "Canada Paint Co." n'aura droit à aucune compensation quelconque.

Un acte notarié sera aussi préparé à cet effet et signé par les parties intéressées ainsi que par Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité au nom de la Cité.

Ledit acte devra être enregistré sur la propriété de ladite "Canada Paint Co.", et le coût dudit acte et d'une copie pour la Cité sera payé par ladite "Canada Paint Co."

16.—Soumis un rapport du contrôleur et des estimateurs de la Ville au sujet du privilège demandé par M. Frs Harel de construire une soûte à charbon sous le trottoir en face de sa propriété, No 145 rue Dufresne.

Résolu: De recommander au Conseil d'approuver le rapport de la Commission de la Voirie à ce sujet et d'accorder le privilège demandé audit Frs. Harel, aux conditions suivantes:

1o Ledit Frs. Harel paiera à la Ville un montant de \$4.00 pour le certificat de l'inspecteur de la Cité, conformément au règlement No 49 et, en sus, la taxe annuelle imposée en vertu du règlement No 362, ladite taxe étant fixée à 15 cents pour l'année courante, et devant être inscrite au rôle de perception des taxes;

2o Ledit Frs. Harel sera responsable de tous accidents et dommages à la personne ou à la propriété, tant privée que publique, qui pourront résulter de l'usage de ladite soûte à charbon, et devra défendre la Ville et la tenir indemne de toute responsabilité ou de toutes réclamations qui pourront être faites contre elle;

3o Le présent privilège ne sera pas considéré comme constituant une renonciation au droit de faire, en aucun temps, si le Conseil le décide, disparaître ladite soûte à charbon, et ledit Frs Harel n'aura droit, dans ce cas, à aucune compensation quelconque. Un acte notarié sera aussi préparé à cet effet et signé par les parties intéressées ainsi que par Son Honneur le Maire et le Greffier de la Ville au nom de la Ville.

Ledit acte sera enregistré sur la propriété dudit Frs Harel, et le coût dudit acte et d'une copie pour la Ville sera payé par ledit Frs Harel.

Les rapports suivants sont soumis et lus:

17.—De la Commission de Police, pour opérer le virement de \$610.00.

18.—De la Commission de Police, pour opérer le virement de \$615.00.

19.—De la Commission de Police, pour opérer le virement de \$500.00.

Résolu: De souscrire auxdits rapports de la Commission de Police.

11.—From Road Committee to vary a sum of \$2,000.00.

12.—From Road Committee to vary a sum of \$2,374.96.

13.—From Road Committee to vary a sum of \$4,110.36.

14.—From Road Committee to vary sums of \$375.70 and \$37.92.

Resolved: To concur in said reports of the Road Committee.

15.—Submitted a report from the City comptroller and the City assessors in connection with the demand made by the Canada Paint Company for the privilege of constructing a vault under the sidewalk in front of their property No 572 William street.

Resolved: To recommend to the Council to approve the report of the Road Committee in this connection and to grant the permission asked by the said Fred. Harel, on the following conditions:

1o The said "Canada Paint Co." shall pay to the City a sum of \$4.00 for the certificate of the City surveyor, as provided by by-law No. 49, and in addition thereto the annual tax imposed by by-law No. 362, the said tax being fixed at 30 cents for the current year, and to be entered on the tax collection roll;

2o The said "Canada Paint Co." shall be liable for all accidents and damages to any person or property, private or public, which may result from the use of said vault, and shall defend the City and hold it harmless against all responsibility or all claims which may be made against the latter;

3o This privilege shall not be considered as constituting a waiver of the right to remove the said vault, at any time, should the Council so decide, and the said "Canada Paint Co." shall not be entitled in such case, to any compensation whatever.

A notarial deed shall also be prepared to that effect and signed by the interested parties, as well as by His Worship the Mayor and the City clerk on behalf of the City.

The said deed shall be registered on the property of the said "Canada Paint Co." and the cost of said deed and of a copy thereof for the City shall be paid by the said "Canada Paint Co."

16.—Submitted a report from the City comptroller and the City assessors in connection with the demand made by Mr. Fred Harel for the privilege of constructing a coal shute under the sidewalk in front of his property No. 145 Dufresne street.

Resolved: To recommend to the Council to approve the report of the Road Committee in this connection and to grant the permission asked by the said Fred. Harel, on the following conditions:

1o The said Fred. Harel shall pay to the City a sum of \$4.00 for the certificate of the City surveyor, as provided by by-law No. 49, and in addition thereto the annual tax imposed by by-law No. 362, the said tax being fixed at 15 cents for the current year, and to be entered on the tax collection roll;

2o The said Fred. Harel shall be liable for all accidents and damages to any person or property, private or public, which may result from the use of said coal shute, and shall defend the City and hold it harmless against all responsibility, or all claims which may be made against the latter;

3o This privilege shall not be considered as constituting a waiver of the right to remove the said coal shute, at any time, should the Council so decide, and the said Fred. Harel shall not be entitled in such case, to any compensation whatever;

A notarial deed shall also be prepared to that effect and signed by the interested parties, as well as by His Worship the Mayor and the City clerk on behalf of the City.

The said deed shall be registered on the property of the said Fred. Harel and the cost of said deed and of a copy thereof for the City shall be paid by the said Fred. Harel.

The following reports were submitted and read:

17.—From Police Committee, to vary a sum of \$610.00.

18.—From Police Committee, to vary a sum of \$615.00.

19.—From Police Committee, to vary a sum of \$500.00.

Resolved: To concur in said reports of the Police Committee.

20.—From Fire and Light Committee, to grant an indemnity of \$1,000 to the legal heirs of the late firemen Robert Starnes, William Holbrook and Thomas F. Milloy.

20.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'accorder une indemnité de \$1,000 aux héritiers légaux des pompiers Robert Starnes, William Holbrook et Thomas F. Milloy.

21.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$500.

Résolu: De souscrire audit rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage.

22.—De la Commission de l'Incineration, demandant un crédit de \$10,347.92 pour l'administration du quartier Laurier.

Déposé sur le bureau.

23.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques à l'effet d'opérer le virement de montants de \$35 et de \$15.

Résolu: De souscrire audit rapport.

24.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$26.00.

Résolu: De souscrire audit rapport.

25.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, demandant un crédit de \$15,000 pour l'hospitalisation des typhiques et pour prendre d'autres mesures pour empêcher la propagation des fièvres typhoïdes à Montréal.

A ce sujet, soumise et lue une lettre du docteur J.-E. Laberge, surintendant du service des Maladies contagieuses, déclarant que les fièvres typhoïdes sont à l'état d'épidémie dans les quartiers Saint-Henri, Sainte-Cunégonde, Saint-Denis et DeLorimier.

L'honorable juge Loranger se présente devant la Commission, au nom de l'hôpital Notre-Dame, et offre de prendre soin de tout malade atteint de la fièvre typhoïde pourvu que la Ville paie \$1.00 par jour outre le transport des patients par l'ambulance.

Il est

Résolu: De souscrire au rapport de la Commission d'Hygiène et de Statistiques et de recommander au Conseil de mettre à la disposition de la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'épidémie actuelle de fièvre typhoïde qui sévit à Montréal, le tout sauf opinion du Département en Loi au sujet de la légalité de l'imputation de ce montant sur le fonds de réserve.

26.—De la Commission des Parcs et Traverses, à l'effet d'autoriser Son Honneur le Maire et le greffier de la Ville à signer le bail d'une certaine propriété appartenant au gouvernement fédéral.

Renvoyée au Département en Loi pour son approbation.

27.—De la Commission des Parcs et Traverses à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$213.31.

Résolu: De souscrire audit rapport.

28.—De la Commission de l'Hôtel de Ville, demandant un crédit de \$375 pour réparer l'hôtel de ville de Saint-Henri et pour adjuger le contrat desdites réparations au plus bas soumissionnaire, M. D. Farrell.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport déclarant que cette Commission ne peut maintenant voter le crédit demandé par la Commission de l'Hôtel de Ville.

29.—Soumis un rapport de MM. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Ville, et William Robb, trésorier de la Ville, recommandant que l'annexe de l'orphelinat des Soeurs Grises soit mise sur le même pied que les autres hôpitaux en ce qui concerne l'approvisionnement de l'eau.

30.—La question de l'ouverture de l'avenue Laurier étant de nouveau pris en considération,

A la demande de M. l'échevin Laviolette,

L'étude de cette question est remise à plus tard.

Ajournement.

JULES CREPEAU,

Secrétaire.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 10 janvier.

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Mercier, Larivière, Robillard, Nault et Gadbois.

1.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée

21.—From Fire and Light Committee to vary a sum of \$500.

Resolved: To concur in said reports of the Fire and Light Committee.

22.—From Incineration Committee, for an appropriation of \$10,347.92 for the administration of the new Laurier ward.

Laid on the table.

23.—From Hygiene and Statistics Committee, to vary sums of \$35 and \$15.

Resolved: To concur in said report.

24.—From Hygiene and Statistics Committee, to vary the sum of \$26.00.

Resolved: To concur in said report.

25.—From Hygiene and Statistics Committee, asking for an appropriation of \$15,000 to provide hospital accomodation and to take other measures to prevent the spreading of the typhoid fever in Montreal.

In this connection, submitted and read a letter from Doctor J. E. Laberge, superintendent of the contagious disease Department, stating that the typhoid fever now exists in an epidemic state in St. Henry, Ste. Cunégonde, St. Denis and DeLorimier wards.

Honorable Justice Loranger appeared before the Committee and offered on behalf of Notre-Dame Hospital to take charge of any patient suffering from typhoid fever provided that the City would pay \$1.00 per day besides the cost of transportation by ambulance of the patients.

It was

Resolved: To concur in the report of the Hygiene and Statistics Committee and to recommend to the Council that a sum of \$15,000 be placed at the disposal of the Hygiene and Statistics Committee to take the necessary measures to put a stop to the present epidemic of typhoid fever in Montreal, the whole subject to the opinion of the Law Department as to the legality of charging this amount against the reserve fund.

26.—From Parks and Ferries Committee, to authorize His Worship the Mayor and the City clerk to sign a lease for a certain property belonging to the Dominion Government.

Referred to the Law Department for their approval.

27.—From Parks and Ferries Committee, to vary a sum of \$213.31.

Resolved: To concur in said report.

28.—From City Hall Committee, for an appropriation of \$375 to repair the City Hall of St. Henry and to award contract for said repairs to the lowest tenderer, Mr. D. Farrell.

Resolved: To report to Council that this Committee cannot now vote the appropriation asked by the City Hall Committee.

29.—Submitted a report from Messrs. L. J. Ethier, Chief City attorney and William Robb, City treasurer, recommending that the Grey Nuns Hospital Orphanage Wing be placed on the same footing as the hospitals with regard to the supply of water.

Resolved: To concur in the report of Messrs. Ethier and Robb and to recommend to the Council to place the Hospital Orphanage wing of the Grey Nuns establishment on the same footing as hospitals with regard to the water tax.

30.—The question of the opening of Laurier avenue being again considered,

At the request of Alderman Laviolette, Consideration of this question was postponed.

Adjourned.

JULES CREPEAU,

Secretary.

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of adjourned meeting held the 10th January.

Present: Ald. Yates, chairman, Mercier, Larivière, Robillard, Nault and Gadbois.

1.—Submitted and read an extract from the minutes of a

spéciale du Conseil *re* rapport de la Commission de Police au sujet du logement du poste du quartier De Lorimier, occupé par le capitaine de police.

Après délibération, il est

Résolu: Que le chef du service des Incendies soit prié de préparer un rapport à ce sujet, et que soit présenté au Conseil un rapport recommandant que le capitaine de Police soit prié d'évacuer les logements au-dessus du poste du quartier De Lorimier dans huit jours.

2.—Soumis et lu un rapport de l'inspecteur des Edifices, déclarant que M. Adolphe Reeves, inspecteur des Edifices de la ci-devant municipalité de St-Louis (maintenant quartier Laurier) lui a transmis tous les documents et règlements de ladite municipalité, et que M. Reeves demande à être employé comme assistant-inspecteur de la Ville.

Est aussi soumise une lettre de M. A. P. Vincent, secrétaire-trésorier, au sujet de M. Alex. McKenzie, employé et payé par M. Reeves, comme assistant-inspecteur avec la permission de la ville St-Louis.

Résolu: Que la question soit référée à M. le président et au Département en Loi.

3.—A la demande de M. l'échevin Mercier, il est

Résolu: Que l'assemblée soit suspendue, en attendant le rapport du Département en Loi *re* réajustement des salaires et personnel nouveau.

4.—A l'expiration de 15 minutes, M. le président rouvre la séance, et il suggère que l'assemblée s'ajourne jusqu'à mardi, le 11 du courant à 3 heures p.m.

Résolu: En conséquence.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée ajournée le 11 janvier.

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Mercier, McKenna, Robillard et Larivière.

1.—Soumises et lues les opinions suivantes du Département en Loi:

(a) *Re* Employés de la municipalité St-Louis, nouvellement annexée.

Déposée aux archives.

(b) *Re* Droit de la Commission de disposer des montants votés par le Conseil et mentionnés à l'item 111 du budget de 1910, concernant le réajustement des salaires et le personnel nouveau.

Déposée aux archives.

(c) *Re* Requête de la Compagnie "Canadian May-Oatway Fire Alarms Limited", demandant la permission d'installer un appareil automatique "Fire Alarm Receiving Apparatus" à la station du service des Alarmes d'incendie, rue Berthelet.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que la permission demandée soit accordée et que le notaire de la Ville soit prié de préparer un acte d'arrangement à cet effet.

Il est aussi

Résolu: Que le chef du service des Incendies et le surintendant du service des Alarmes d'incendie soient priés de préparer un rapport conjoint à ce sujet.

2.—Sur proposition de M. l'échevin Mercier, il est

Résolu: De rembourser à M. Damien Lalonde son dépôt fait en rapport avec la construction de l'écurie en arrière de la caserne de pompiers No 4, carré Chaboillez.

3.—Soumis et lu un rapport de l'inspecteur des Edifices, déclarant que M. Adolphe Reeves, inspecteur des bâtiments de la municipalité St. Louis, nouvellement annexée (maintenant quartier Laurier), a transmis à son département tous les documents et règlements de ladite municipalité, et que M. Reeves demande qu'il soit employé comme assistant-inspecteur de la Ville.

Est aussi soumise une lettre de M. A. P. Vincent, secré-

special meeting of Council, *re* report from the Police Committee anent the lodgings of deLorimier ward station occupied by the police captain.

After deliberation, it was

Resolved: That the chief of the Fire Department be requested to prepare a report in this connection, and that a report be made to Council recommending that the captain of police be requested to vacate the lodgings over deLorimier ward station within eight day's notice.

2.—Submitted and read a report from the Building inspector, stating that Mr. Adolphe Reeves, inspector of buildings of the newly annexed municipality of St. Louis (now Laurier ward), has transmitted to his department all documents and by-laws of the said municipality, and that Mr. Reeves asked that he be employed as an assistant building inspector of the City.

Submitted also a letter from Mr. A. P. Vincent, secretary treasurer *re* Mr. Alex. McKenzie, employed and paid by Mr. Reeves, as an assistant building inspector with permission of the Town of St. Louis.

Resolved: That the question be referred to the chairman and to the Law Department.

3.—At the request of Ald. Mercier, it was

Resolved: That the meeting be suspended for 15 minutes awaiting the report of the Law Department *re* the readjustment of salaries and new personal.

4.—At the expiration of the 15 minutes, the chairman called the meeting to order and suggested that the meeting be adjourned until Tuesday the 11th instant, at 3 o'clock p.m.

Resolved: Accordingly.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,
Secretary.

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of adjourned meeting held the 11th January.

Present: Ald. Yates, chairman, Mercier, Robillard and Larivière.

1.—Submitted and read the following opinions from the Law Department:

(a) *Re* employees of the municipality of St. Louis, recently annexed.

Filed of record.

(b) *Re* Right of the Committee to dispose of the amounts voted by the Council and mentioned in item 111 of 1910 budget, concerning the readjustment of salaries and new personal.

Filed of record.

(c) *Re* Petition from the Canadian May Oatway Fire Alarms, Limited, asking permission to install an automatic fire Alarm receiving apparatus, at the Fire Alarm station, Berthelet street.

Resolved: That a report be made to Council recommending that the permission sought for be granted and that the City notary be instructed to prepare a deed of agreement in the matter.

It was also

Resolved: That the Chief of the Fire Department and the Superintendent of the Fire Alarm Department be requested to prepare a joint report in this connection.

2.—On motion of Ald. Mercier, it was

Resolved: That Mr. Damien Lalonde be refunded his deposit made in connection with the construction of the stable in rear of No. 4 Fire station, Chaboillez square.

3.—Submitted and read a report from the Building Inspector, stating that Mr. Adolphe Reeves, inspector of buildings of the municipality of St. Louis, recently annexed (now Laurier ward) has transmitted to his department all documents and by-laws of the said municipality, and that Mr. Reeves asked that he be employed as assistant building inspector of the City.

Submitted also a letter from Mr. A. P. Vincent, secretary treasurer of the Town of St. Louis *re* Mr. Alex. McKenzie,

taire-trésorier de la ville St. Louis, *re* M. Alex. McKenzie, employé et payé par M. Reeves comme assistant-inspecteur de bâtiments, avec la permission de ladite ville St. Louis.

Résolu: Que la question soit renvoyée à M. le président et au Département en Loi.

4.—M. l'échevin O'Connell se présente devant la Commission et demande qu'une lampe soit placée en face du No 11 de la rue Eleanor, Nord de la rue Ottawa.

Résolu: D'acquiescer à cette demande, et de prier le surintendant d'agir en conséquence.

5.—Soumis et lu le rapport suivant du chef du service des Incendies:

* * *

A M. le président et

MM les Membres de la Commission
des Incendies et de l'Eclairage.

Messieurs,

J'ai l'honneur de recommander que la liste ci-jointe *re* réajustement des salaires soit adoptée, ayant été soigneusement préparée.

Je considère que le service des Incendies s'améliorerait beaucoup si les pompiers savaient que par un bon travail et par des actions méritoires, en observant bien la discipline, ils obtiendraient une promotion d'une classe à une autre, tout en étant un encouragement pour mieux faire. En conséquence, je recommande que le privilège me soit accordé de changer les pompiers d'une classe plus haute ou plus basse durant l'année, dans l'intérêt de la bonne administration du département.

Respectueusement soumis,

J. TREMBLAY,
Chef du Service des Incendies.

* * *

Après mûre délibération, et considérant que le chef est le meilleur juge des hommes sous son contrôle, il est

Résolu: De souscrire aux recommandations du chef, et de prier le contrôleur de la Cité d'ajuster les salaires des employés du service des Incendies pour l'année 1910, comme suit:

J. Tremblay, chef, de \$3,600 à \$4,000, augmentation \$400.
T. Saint-Pierre, chef adjoint, de \$1,800 à \$2,200, augmentation \$400.

A. Marin, chef du district No 1, de \$1,500 à \$1,800, augmentation \$300.

Z. Meloche, secrétaire, de \$1,050 à \$1,200, augmentation \$150.

P. Lemieux, archiviste, de \$600 à \$700, augmentation \$100.

J. Doolan, instructeur, de \$1,200 à \$1,300, augmentation \$100.

Nouveau commis, \$400.

J. Taylor, capitaine, de \$825 à \$900, augmentation \$75.

100 pompiers de 1ère classe à \$800, augmentation \$75 chacun.

35 lieutenants, de \$775 à \$850; augmentation, \$75 chacun.

1 lieutenant, DeLorimier, de \$800 à \$850, augmentation \$50.

1 homme préposé à l'enlèvement du fumier, \$520.

Contremaître L. Sanscartier (atelier) de \$950 à \$1,100, augmentation \$150.

A. Galipeau, forgeron, atelier, de \$780 à \$800, augmentation \$20.

A. Brisebois, forgeron (atelier), de \$780 à \$800, augmentation \$20.

L. Toussaint, forgeron, (atelier), de \$780 à \$800, augmentation \$20.

E. Mercier, charron, (atelier) de \$780 à \$800, augmentation \$20.

A. Payette, peintre, (atelier) de \$780 à \$800, augmentation \$20.

E. D'Amour, ajusteur et machiniste (atelier), de \$780 à \$800, augmentation \$20.

A. Sanscartier, ajusteur (atelier), de \$750 à \$775, augmentation \$25.

employed and paid by Mr. Reeves as assistant inspector of buildings, with the permission of the said town of St. Louis.

Resolved: That the question be referred to the chairman and to the Law Department.

4.—Ald. O'Connell appeared before the Committee and asked that a gas lamp be placed in front of No. 11 Eleanor street, North of Ottawa street.

Resolved: To accede to the request, and that the superintendent be instructed to act accordingly.

5.—Submitted and read the following report from the chief of the Fire Department:

* * *

To the Chairman

and Members of the

Fire and Light Committee,

Gentlemen,

I have the honor to recommend that the accompanying slate *re* readjustment of salaries be adopted, as it has been very carefully drawn up.

I consider that the fire service would show much improvement if the firemen knew that by meritorious actions and good working at fires altogether with well observed discipline, they would obtain promotion from one class to another, as it would be an incentive for them to do better. I therefore recommend that the privilege of changing the firemen to a higher or a lower class during the year be granted to me in the interest of the good management of the Department.

Respectfully submitted,

J. TREMBLAY,
Chief Fire Department.

* * *

After due deliberation, and considering that the chief was the best judge of the men under his charge, it was

Resolved: To concur in the recommendations of the chief and that the City comptroller be authorized to adjust the salaries of the employees of the Fire department for the year 1910, as follows:

Chief J. Themblay, from \$3,600 to \$4,000, increase \$400.

Deputy chief T. Saint-Pierre, from \$1,800 to \$2,000, increase \$400.

District chief No. 1, A. Mann, from \$1,500 to \$1,800, increase \$300.

Mr. Z. Meloche, secretary, from \$1,050 to \$1,200, increase \$150.

Mr. P. Lemieux, clerk of Records, from \$600 to \$700, increase \$100.

Instructor Doolan, from \$1,200 to \$1,300, increase \$100.

New clerk, \$400.

Captain J. Taylor, from \$825 to \$900, increase \$75.

100 1st class firemen at \$800, increase \$75.

35 lieutenants, from \$775 to \$850, increase \$75.

1 lieutenant "deLorimier" from \$800 to \$850, increase \$50.

1 manure man, \$520.

Foreman L. Sanscartier, at shop, from \$950 to \$1,100, increase \$150.

A. Galipeau, blacksmith at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

A. Brisebois, blacksmith at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

L. Toussaint, blacksmith at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

E. Mercier, wheelright, at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

A. Payette, painter, at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

E. D'Amour, machinist at shop, from \$780 to \$800, increase \$20.

E. Sanscartier, machinist at shop, from \$750 to \$775, increase \$25.

A. Desrochers, ajusteur (atelier), de \$750 à \$775, augmentation \$25.

Bruno Brunet, ajusteur (atelier) de \$750 à \$775, augmentation \$25.

John Thomas, réparateur de boyaux, de \$800 à \$850, augmentation \$50.

Joseph Lebel, commis (atelier), de \$600 à \$650, augmentation \$50.

M. A. Lévesque, peintre, (rép. aux postes) de \$775 à \$800 augmentation \$25.

M. G. Pratte, préposé à l'ascenseur, de \$400 à \$500, augmentation \$100.

Dr. Lamoureux, de \$700 à \$800, augmentation \$100.

Dr. Morrison, de \$700 à \$800, augmentation \$100.

Dr. Daubigny, médecin vétérinaire, \$450 à \$500, augmentation \$50.

Dr. Bruneau, médecin vétérinaire, de \$450 à \$500, augmentation \$50.

Dr. Patterson, médecin vétérinaire, de \$450 à \$500, augmentation \$50.

1 mécanicien additionnel \$825.

1 pompier additionnel \$625.

Il est aussi

Résolu: D'autoriser le contrôleur de la Cité à ajuster les salaires des départements suivants:

Service des Alarmes d'incendie.

James Ferns, surintendant, de \$2,200 à \$2,500, augmentation \$300.

C. Sagala, opérateur, de \$1,050 à \$1,100, augmentation \$50.

J. McCaffrey, assistant opérateur et commis, de \$800 à \$900, augmentation \$100.

J. Vézina, assistant-opérateur, de \$800 à \$850, augmentation \$50.

C. M. Walsh, assistant-opérateur, de \$625 à \$725, augmentation \$50.

J. Deguire, contremaître, de \$1,050 à \$1,100, augmentation \$50.

S. Hughes, assistant-contremaître, de \$850 à \$900, augmentation \$50.

G. Roy, inspecteur d'avertisseurs, de \$775 à \$825, augmentation \$50.

A. Larose (lineman) de \$700 à \$750, augmentation \$50.

H. Blondin (lineman) de \$700 à \$750, augmentation \$50.

Service de l'Éclairage.

A. Parent, surintendant, de \$2,300 à \$2,500, augmentation \$200.

Melle L. Vebert, commis, de \$600 à \$650, augmentation \$50.

Service de l'inspection des Edifices.

Alcide Chaussé, inspecteur, de \$2,200 à \$2,350, augmentation \$150.

H. E. Lévesque, assistant-inspecteur, de \$1,300 à \$1,350, augmentation \$50.

F. P. Laberge, assistant-inspecteur, de \$900 à \$950, augmentation \$50.

Alex. Décarie, député-assistant-inspecteur et secrétaire, de \$1,150 à \$1,200, augmentation \$50.

Service de l'inspection des chaudières.

E. O. Champagne, inspecteur, de \$2,200 à \$2,350, augmentation \$150.

R. Marchand, assistant-inspecteur, de \$1,200 à \$1,250, augmentation \$50.

Ajournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 11 janvier.

Sont présents: MM. les échevins Giroux, président, Bumbray, Major, David, Gallery et Turner.

A. Desrochers, machinist at shop, from \$750 to \$775, increase \$25.

Bruno Brunet, machinist at shop, from \$750 to \$775, increase \$25.

John Thomas, hose repairer, from \$800 to \$850, increase \$50.

Joseph Lebel, clerk at shop, from \$600 to \$650, increase \$50.

M. A. Lévesque, painter (repairs to stations) from \$775 to \$800, increase \$25.

M. C. Pratte, guardian Headquarters, from \$400 to \$500, increase \$100.

Dr. T. Lamoureux, from \$700 to \$800, increase \$100.

Dr. A. S. Morrison, from \$700 to \$800, increase \$100.

Dr. F. T. Daubigny, veterinary surgeon, from \$450 to \$500, increase \$50.

Dr. O. Bruneau, veterinary surgeon, from \$450 to \$500, increase \$50.

Dr. Wm. Patterson, veterinary surgeon, from \$450 to \$500, increase \$50.

1 engineer (additional), \$825.

1 fireman (additional), \$625.

It was also

Resolved: That the City comptroller be authorized to adjust the salaries of the following departments:

Fire Alarm Department.

James Ferns, superintendent, from \$2,200 to \$2,500, increase \$300.

C. Sagala, operator, from \$1,050 to \$1,100, increase \$50.

J. McCaffrey, assistant operator and clerk, from \$800 to \$900, increase \$100.

P. Vezina, assistant operator, from \$800 to \$850, increase \$50.

C. M. Walsh, assistant operator, from \$675 to \$725, increase \$50.

J. Deguire, foreman, from \$1,050 to \$1,100, increase \$50.

S. Hughes, asst. foreman, from \$850 to \$900, increase \$50.

G. Roy, box inspector, from \$775 to \$825, increase \$50.

A. Larose, lineman, from \$700 to \$750, increase \$50.

H. Blondin, lineman, from \$700 to \$750, increase \$50.

Light Department.

A. Parent, superintendent, from \$2,300 to \$2,500, increase \$200.

Miss. L. Vebert, clerk, from \$600 to \$650, increase \$50.

Building Department.

Alcide Chaussé, inspector, from \$2,200 to \$2,350, increase \$150.

H. E. Lévesque, asst inspector, from \$1,300 to \$1,350, increase \$50.

F. P. Laberge, asst. inspector, from \$900 to \$950, increase \$50.

Alex. Décarie, deputy asst. inspector and secretary, from \$1,150 to \$1,200, increase \$50.

Boiler Inspection Department.

E. O. Champagne, inspector, from \$2,200 to \$2,350, increase \$150.

R. Marchand, asst. inspector, from \$1,200 to \$1,250, increase \$50.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of meeting held the 11th January.

Present: Alderman Giroux, chairman, Bumbray, Major, David, Gallery and Turner.

1.—Soumis les rapports suivants de la Commission de la Voirie qui ont été renvoyés du Conseil pour plus de renseignements:

(a) A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,515.03 pour parachever la confection des trottoirs permanents.

(b) A l'effet d'opérer le virement de \$2,706.07 pour terminer le pavage de certaines rues.

(c) A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$400 pour la construction des fondations, etc., du matériel d'asphalte de la partie Ouest.

(d) A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$4,110.36 pour terminer le pavage de certaines rues.

(e) A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$375.70 pour parachever la construction de trottoirs permanents dans certaines rues.

Résolu: Que lesdits rapports soient de nouveau renvoyés à l'inspecteur de la Ville avec prière de soumettre un rapport supplémentaire dans chaque cas, avec tous les renseignements requis, et il est aussi

Résolu: Que les rapports ci-dessus mentionnés de la Commission de la Voirie soient de nouveau soumis au Conseil réaffirmant ses recommandations précédentes.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

Compte rendu de l'assemblée du 13 janvier.

Sont présents: MM. les échevins Marin, président pro-tem, Carter, N. Lapointe, O'Connell et Prud'homme.

1.—Le procès-verbal étant lu, le docteur J.-M. Aumont, qui est présent, dit qu'à la dernière assemblée il était présent simplement comme médecin de l'Ouest de la Ville et non comme représentant de la Société Médicale de cette partie de la Ville.

Le procès-verbal est alors adopté.

2.—*Résolu:* Que, vu que M. L. Langevin, entrepreneur, a complété son contrat pour le parachèvement du bain Lévesque, d'une manière satisfaisante, selon les plans et devis, cette Commission recommande au Conseil de lui remettre son dépôt de \$500.

3.—Soumise et lue une résolution adoptée par le Conseil de la ville de Notre-Dame de Grâces, défendant d'ériger un hôpital pour les tuberculeux dans ladite ville et interdisant l'admission dans ladite ville d'aucun hôpital pour des personnes atteintes de tuberculose.

Résolu: D'informer ladite municipalité que la Ville n'a pas l'intention d'établir un hôpital pour les tuberculeux dans ses limites.

4.—*Résolu:* De recevoir le rapport du docteur J.-E. Laberge montrant qu'il y a 23 cas de fièvre typhoïde dans l'hôpital St Paul (17 de la banlieue et 6 de Montréal); et 11 chez les Soeurs de la Miséricorde (9 de la banlieue et 2 de Montréal).

5.—*Résolu:* De recevoir le rapport du docteur Henri Saint-Georges, bactériologiste, déclarant qu'il n'a trouvé, dans les huit échantillons d'eau de l'aqueduc qu'il a examinés, aucun bacille de la fièvre typhoïde ni d'autres microbes pathogènes, et que l'eau est très bonne et très potable.

6.—Une nombreuse délégation, représentant l'Association des Bouchers, se présente devant la Commission, et M. l'échevin Lamoureux, qui est membre de ladite Association, dit que l'inspection faite par les inspecteurs du Gouvernement Fédéral ne donne pas justice aux bouchers de Montréal. L'inspection faite par le Gouvernement ne porte que sur les viandes destinées à l'exportation. L'intervention des fonctionnaires fédéraux dans l'inspection des viandes destinées à la consommation dans la Ville de Montréal cause un préjudice aux bouchers sans assurer à la Ville une meilleure qualité de viande.

M. A. Leduc déclare que le système suivi par les inspecteurs du Gouvernement cause des pertes aux bouchers et est à l'avantage des compagnies des abattoirs.

1.—Submitted the following reports of the Road Committee which were referred back by the City Council for further information:

(a) To vary \$1,515.03 to complete the construction of permanent sidewalks in certain streets;

(b) To vary \$2,706.07 to complete the paving of certain streets;

(c) To vary \$400.00 for constructing foundations, etc., for West End Asphalt plant;

(d) To vary \$4,110.36 to complete the paving of certain streets;

(e) To vary \$375.70 to complete the construction of permanent sidewalks in certain streets.

Resolved: That said reports be referred to the City surveyor with instructions to make a supplementary report in each case, giving all the required information, and it was also

Resolved: That the above mentioned reports of the Road Committee be submitted again to the Council, reaffirming their previous recommendations.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

Report of meeting held the 13th January.

Present: Ald. Marin, chairman pro-tem, Carter, N. Lapointe, O'Connell and Prud'homme.

1.—The minutes having been read, Dr. J. M. Aumont, who was present, stated that at the last meeting, he was present simply as a physician of the West end of the City and not as a representative of the medical society of that part of the City.

The minutes were then adopted.

2.—*Resolved:* That whereas Mr. L. Langevin, contractor, has completed his contract for the completion of the Lévesque bath in a satisfactory manner, according to the plans and specifications, this Committee do recommend Council to return him his deposit of \$500.

3.—Submitted and read a resolution adopted by the Council of the town of Notre-Dame de Grâces forbidding the erection of an hospital for cases of tuberculosis in the said town or the reception of patients affected with tuberculosis into any hospital in the said town.

Resolved: To inform the said municipality that the City of Montreal has no intention of establishing a hospital for cases of tuberculosis within its limits.

Resolved: To receive the report of Dr. J. E. Laberge showing that there were 23 cases of typhoid fever in St. Paul hospital 17 from the newly annexed wards and 6 from the old wards; 11 cases at "Hospice de la Miséricorde" (9 from the new wards and 2 from the old wards).

5.—*Resolved:* To receive the report of Dr. Henri St-Georges, bacteriologist, declaring that he has not found any bacillus of typhoid fever or other pathogenic microbe in the eight samples of City water examined by him, the water being very good and potable.

6.—A large delegation representing the Butcher's Association, appeared before the Committee and Ald. Lamoureux, a member of the said Association, stated that the said inspection made by the inspectors of the Federal Government at the City Abattoirs, does not give justice to the butchers of Montreal. The Government inspection relates only to meat intended for exportation. The intervention of Federal Officials in the inspection of meat intended for the City consumption caused damage to the butchers without ensuring to the City a better quality of meat.

Mr. A. Leduc declared that the system followed by the Government causes loss to the butchers and is to the advantage of the Abattoir Companies. The proportion of slaughtering for exportation is small compared with the

La proportion des abattages faits pour l'exportation est minime comparativement aux abattages faits pour la consommation à Montréal.

M. Fisher dit que les bouchers ne s'objectent pas à un examen sévère des animaux abattus. L'on veut que l'inspection de la viande destinée à la consommation de Montréal soit faite par les inspecteurs de Montréal, qui sont parfaitement qualifiés pour cela.

Le Médecin Officier de Santé dit que, depuis longtemps, il a réclamé au moins un Bureau consultatif d'Hygiène fédéral pour décider les questions hygiéniques qui intéressent et la puissance et les provinces. Dans ce cas-ci, les aviseurs du Gouvernement appartenant à un tel bureau pourraient régler les difficultés qui existent actuellement. Les inspecteurs du Gouvernement ont été nommés seulement pour faire l'inspection des viandes destinées à l'exportation. Les inspecteurs municipaux seuls devraient s'occuper de l'inspection des viandes destinées à la consommation locale. Aujourd'hui les inspecteurs de la Ville sont entravés dans leurs fonctions et empêchés de faire leurs devoirs comme auparavant.

Le docteur McCarrey dit que les inspecteurs du Gouvernement s'arrogent le droit de faire l'inspection de toutes les viandes aux abattoirs de la Ville.

Résolu: Que les avocats de la Ville soient priés de donner leur opinion sur la question de savoir quels sont les pouvoirs de la Ville de forcer les compagnies des abattoirs de réserver une partie de leurs établissements pour l'abattage des animaux dont la viande est destinée à l'approvisionnement de Montréal, partie qui devait être exclusivement sous la surveillance des inspecteurs de la Ville.

7.—M. l'échevin Carter,

Propose: Que, attendu que le Conseil a, par une résolution, donné permission à cette Commission de dépenser une certaine somme d'argent, recommandée par la Commission des Finances, pour réajuster les salaires des employés méritants, cette Commission recommande que le nouveau Conseil prenne immédiatement en considération les titres des différents employés attachés au département d'Hygiène et réajuste leurs salaires suivant leurs mérites.

L'assemblée est ajournée à mercredi, le 19 du courant, à 3 heures p. m.

J.-I. FLYNN,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 14 janvier.

Son Honneur le Maire Louis Payette occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther, Messier, Labrecque et Brodeur.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

ORDRE DU JOUR.

1.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin L.A. Lapointe pour adopter un règlement à l'effet de payer une indemnité à Madame Geo. Shea,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

Résolu: Que le greffier de la Ville soit prié de rédiger un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de lui donner son rang sur l'ordre du jour.

2.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un règlement concernant la fermeture à bonne heure des locaux où des boissons enivrantes sont vendues,

Sur proposition de M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin CARTER, il est

slaughtering done for Montreal. Mr. Fisher stated that the butchers did not object to severe inspection of the animals slaughtered. They wanted the meat destined for consumption in Montreal to be done by the City inspectors, who are perfectly qualified to do the work?

The medical officer of Health stated that, for a long time, he had desired that there should be at least a Consulting Federal Board of Health to decide questions affecting the interests of the Dominion and the Provinces. In the present case the advisers of the Government belonging to such a board could settle the existing difficulties.

The Government inspectors were appointed only for the inspection of meat intended for exportation, the City inspectors should attend only to the inspection of meat destined for local consumption. At the present time, the City inspectors were interfered with and prevented from doing their work as formerly.

Dr. McCarrey said that the Government inspectors arrogated to themselves the right of inspecting all the meat at the City abattoirs.

After discussion, it was

Resolved: That the City Attorneys be requested to give their opinion as to the power of the City to compel the abattoir companies to set apart a special part of their establishments for the slaughter of animals intended for the meat supply of the City, to be under the sole supervision of the inspectors of the City.

7.—Ald. Carter

Moved: That, whereas, the Council has, by resolution, given permission to this Committee to expend a certain sum of money recommended by the Finance Committee for the readjustment of the salaries of deserving officials, this Committee recommends that the incoming Council will at once take into consideration the claims of the different officials and employees connected with this department and readjust their salaries on their merits.

The meeting then adjourned until Wednesday, 19th instant, at 3 o'clock p. m.

J. I. FLYNN,
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 14th January.

His Worship the Mayor Louis Payette, Esq., in the chair.

Present: Aldermen L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther, Messier, Labrecque, Brodeur.

The minutes of last meeting were read and confirmed.

ORDER OF THE DAY.

1.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. L. A. Lapointe for a by-law to pay an indemnity to Mrs Geo. Shea,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PROULX, it was

Resolved: That the City clerk be instructed to prepare a by-law accordingly, to have the same printed and given its rank on the order of the day.

2.—The order of the day being read to consider a by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold,

On motion of Ald. J. B. A. MARTIN, seconded by Ald. CARTER, it was

Résolu: Que M. L.-J. Ethier, C. R., avocat en chef de la Cité, soit prié de se tenir dans la salle du Conseil pendant tout le temps que le projet de règlement *re* fermeture des buvettes sera sous considération, afin de pouvoir aviser le Conseil au besoin.

Le greffier de la Ville soumet les documents suivants se rapportant à la question en litige:

(1) Une opinion du Département en Loi en date du 14 janvier sur les amendements au sujet de l'adoption dudit règlement en deuxième lecture.

(2) Bref et déclaration de la Cour Supérieure de Montréal, dans une cause de W.-S. Weldon, Demandeur, contre la Cité de Montréal et un certain nombre des membres du Conseil, Défendeurs.

3.—Une opinion du Département en Loi, en date du 20 décembre 1909 (déjà soumise au Conseil à ladite date), au sujet de certaines questions posées par le Conseil durant l'assemblée concernant l'adoption dudit règlement.

Lesdits documents sont déposés aux archives.

Et un débat s'engageant,

A la demande de M. l'échevin Lévesque, il est

Ordonné:—Que le Département en Loi soit prié de répondre immédiatement aux questions suivantes:

1.—Je voudrais savoir s'il y a contradiction entre la première et la deuxième opinions données par le département légal sur le règlement Carter?

2.—Je voudrais savoir ce que veut dire ce papier que je viens de recevoir de la Cour Supérieure, comme membre du Conseil, et quelle responsabilité incombent les membres du Conseil qui, ayant reçu telle sommation, siégeaient aujourd'hui et se prononceraient sur le règlement Carter?

L'assemblée du Conseil est suspendue en attendant la réponse.

Subséquentement, le Département en Loi répond auxdites questions comme suit:

Il n'y a aucune contradiction entre la première et la deuxième opinions données par le Département Légal au sujet du règlement Carter: la première opinion porte sur trois questions distinctes de celles qui font l'objet de la deuxième opinion. Dans la première opinion, les questions posées sont: (a) Celle de l'interprétation de l'article 161 de la loi des licences; (b) Celle de l'interprétation à donner à la règle No 74 et; (c) Celle de l'effet que pourrait avoir l'existence de règlements antérieurs, tels que les règlements Nos 28 et 36; tandis que la deuxième opinion porte particulièrement sur l'approbation qu'il faut donner au projet de règlement tel qu'il a été adopté en deuxième lecture, et aussi sur certains amendements qui sont suggérés pour donner un effet légal à ce règlement, savoir, amender la clause pénale quant à l'emprisonnement, et aussi ajouter une disposition à l'effet de rappeler tout ce qui pourrait exister dans les règlements antérieurs et qui sont incompatibles avec les dispositions du présent règlement.

Le document dont il est fait mention dans votre demande est une action ordinaire en nullité de résolution du Conseil, adoptant le projet de règlement Carter en première et deuxième lectures.

Nous sommes d'avis que quand bien même cette action serait maintenue, les membres du Conseil n'encourent aucune responsabilité personnelle, attendu qu'il n'y a aucune conclusion de prise contre eux, soit es-qualité, soit personnellement, autre que la nullité desdites résolutions, et attendu en outre qu'il n'y a aucune injonction de la Cour pour suspendre les délibérations du Conseil.

Ladite lettre est déposée aux archives.

M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE,

Propose: Que la règle 76 du Conseil telle que remplacée et la règle 78 telle que remplacée soient toutes deux suspendues afin d'étudier de nouveau le règlement concernant la fermeture de bonne heure des locaux où des boissons enivrantes sont vendues.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE,

Propose: Que le Département en Loi soit prié de répondre aux questions suivantes:

(1) Les membres du Conseil peuvent-ils être tenus responsables pour l'adoption d'un règlement qui leur est soumis par des personnes du dehors et qui n'a pas été rédigé

Resolved: That the chief City attorney, Mr. L. J. Ethier, K.C., be requested to be present in the Council Room during all the time the said by-law shall be under consideration in order to advise the members of the City Council, if requested, as to the procedure to be followed.

The City clerk submitted the following documents bearing on the question at issue:

(1) An opinion of the Law Department dated 14th January bearing on the amendments in connection with said by-law adopted in second reading;

(2) Writ and Declaration from the Superior Court of Montreal in a case of W. S. Weldon, Plaintiff against the City of Montreal and a certain number of the members of the Council, Defendants;

(3) An opinion of the Law Department dated December the 20th 1909 (already submitted to the Council on the said date) in reference to certain questions put by the Council during that meeting concerning the adoption of said by-law.

Which documents were filed of record.

And a debate arising,

At the request of Alderman Lévesque, it was

Ordered: That the Law Department be requested to reply immediately to the following questions:

(1) Is there any contradiction between the 1st and the 2nd opinion given by the Law Department on the Carter by-law?

(2) What signifies then the document which I have just received emanating from the Superior Court in my capacity of member of the Council and what responsibility do the members of the Council incur who, having received such a summons would sit to-day and would pronounce themselves on the Carter by-law.

The meeting of the Council was then suspended pending a reply.

Subsequently the Law Department replied to said questions as follows:

There is no contradiction between the first and second opinion given by the Law Department in connection with the Carter by-law. The first opinion relates to three questions distinct from those which are the object of the second opinion. In the 1st opinion, the questions put bear on the following points: (a) interpretation of Art. 161 of the License Law; (b) interpretation to be given to Rule No. 74; and (c) effect which the existence of previous by-laws—such as by-laws Nos 28 and 36—might have; while the second opinion bears chiefly on the approval which must be given to the draft of by-law as adopted in 2nd reading, and also on certain amendments which are suggested in order to give a legal effect to such by-law, namely, the amending of the penal clause as to imprisonment and the addition of a provision to the effect of repealing the previous by-laws in so far as they are inconsistent with the present by-law.

The document referred to in your question is an ordinary action for the annulment of the resolutions of Council, adopting the Carter by-law in 1st and 2nd reading.

We are of opinion that even if this action was maintained, the members of the Council would not incur any personal responsibility, in view of the fact that there is no conclusion taken against them, either *es qual.* or personally, and that the Plaintiff simply asks that the said resolutions be annulled, and also in view of the fact that there is no injunction by the Court to suspend the deliberation of the Council.

Which said letter was filed of record.

Alderman J. B. A. MARTIN thereupon moved, seconded by Alderman LAVIOLETTE,

That rule of Council 76 as replaced and 78 as replaced be both suspended for the purpose of the further consideration of by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold.

And a debate arising,

Ald. PROULX moved, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE,

That the Law Department be requested to reply to the following questions:

(1) Can the members of the Council be held responsible for the adoption of a by-law submitted to them by outside

par le Greffier de la Cité, tel que voulu par la règle 73 des règles du Conseil?

(2) Les propriétaires de buvettes qui éprouveraient des dommages dans leur commerce, par suite de ce règlement, auraient-ils un recours quelconque contre les échevins, dans le cas où il serait établi qu'ils ont adopté illégalement le règlement maintenant devant le Conseil?

(3) Le consentement unanime des membres du Conseil n'est-il pas requis pour adopter de nouveau ce règlement en deuxième lecture?

(4) Dans le cas où le Conseil donnerait son consentement unanime, et que les règles 76 et 78 seraient suspendues, en vertu de quelle règle procéderions-nous pour introduire de nouveaux amendements à ce règlement?

(5) Faudrait-il, dans ce cas, adopter de nouveau ce règlement en deuxième lecture en entier, ou suffirait-il d'y proposer les amendements suggérés par le Département en Loi?

M. l'échevin Carter soulève un point d'ordre alléguant que ladite proposition ne peut être soumise comme un amendement, mais devrait faire l'objet d'une proposition principale.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est fondé.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin L.-A. LA-POINTE,

Propose: Que la proposition de M. l'échevin J.-B.-A. Martin, appuyé par M. l'échevin Laviolette, ne soit pas mise aux voix maintenant, mais que ce vote soit suspendu jusqu'à ce que le Département en Loi ait répondu aux questions suivantes:

(1) Les membres du Conseil peuvent-ils être tenus responsables pour l'adoption d'un règlement qui leur est soumis par des personnes du dehors et qui n'a pas été rédigé par le Greffier de la Cité, tel que voulu par la règle 73 des règles du Conseil?

(2) Les propriétaires de buvettes qui éprouveraient des dommages dans leur commerce, par suite de ce règlement, auraient-ils un recours quelconque contre les échevins, dans le cas où il serait établi qu'ils ont adopté illégalement le règlement maintenant devant le Conseil?

(3) Le consentement unanime des membres du Conseil n'est-il pas requis pour adopter de nouveau ce règlement en deuxième lecture?

(4) Dans le cas où le Conseil donnerait son consentement unanime, et que les règles 76 et 78 seraient suspendues, en vertu de quelle règle procéderions-nous pour introduire de nouveaux amendements à ce règlement?

(5) Faudrait-il, dans ce cas, adopter de nouveau ce règlement en deuxième lecture en entier, ou suffirait-il d'y proposer les amendements suggérés par le Département en Loi?

M. l'échevin Carter soulève un point d'ordre alléguant que ladite proposition n'est pas un amendement à la motion principale.

Son Honneur le Maire décide que ledit amendement est dans l'ordre.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin Lévesque soulève un point d'ordre alléguant que ledit amendement est prématuré.

Son Honneur le Maire décide que ledit amendement est dans l'ordre.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Dagenais, Sadler, Robillard, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque, Brodeur—18.

Contre: Clearihue, M. Martin, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Major, Guay, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier—23.

Ledit amendement est ainsi négativé.

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève alors un point d'ordre alléguant que la motion principale est incomplète vu qu'elle ne déclare pas la nature des amendements projetés au règlement qui est maintenant devant le Conseil.

parties and which has not been drafted by the City clerk, as provided by Rule 73 of the Rules of Council?

(2) Would the owners of bars who might suffer any damages in their trade, by reason of the adoption of such by-law, have any recourse against the Aldermen in case it should be established that they have illegally adopted the by-law now before the Council?

(3) Is not the unanimous consent of the members of the Council required to again adopt such by-law in 2nd reading?

(4) In the event of the Council giving its unanimous consent and of the Rules 76 and 78 being suspended, under what rule would we proceed to make new amendments to such by-law?

(5) Would it be necessary, in such case, to again adopt such by-law in 2nd reading in toto, or would it be sufficient to make thereto the amendments suggested by the Law Department?

Alderman Carter raised a point of order contending that said motion could not be put as an amendment, but should be proposed as a main motion.

His Worship the Mayor ruled that the said point of order was well taken.

And a debate arising,

Ald. PROULX moved in amendment, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE,

That the vote on the motion of Ald. J. B. A. Martin seconded by Ald. Laviolette be not taken now but that said vote be suspended until the Law Department shall have replied to the following questions:

(1) Can the members of the Council be held responsible for the adoption of a by-law submitted to them by outside parties and which has not been drafted by the City clerk, as provided by Rule 73 of the Rules of Council?

(2) Would the owners of bars who might suffer any damages in their trade, by reason of the adoption of such by-law, have any recourse against the Aldermen, in case it should be established that they have illegally adopted the by-law now before the Council?

(3) Is not the unanimous consent of the members of the Council required to again adopt such by-law in 2nd reading?

(4) In the event of the Council giving its unanimous consent and of Rules 76 and 78 being suspended, under what rule would we proceed to make new amendments to such by-law?

(5) Would it be necessary, in such case, to again adopt such by-law in 2nd reading in toto, or would it be sufficient to make thereto the amendments suggested by the Law Department?

Alderman Carter raised a point of order contending that said motion was not an amendment to the main motion.

His Worship the Mayor ruled that said amendment was in order.

And a further debate arising,

Alderman Lévesque raised a point of order contending that said amendment was premature.

His Worship the Mayor ruled that said amendment was in order.

The vote being taken on said amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Dagenais, Sadler, Robillard, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque, Brodeur—18.

Nays: Clearihue, M. Martin, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Major, Guay, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier—23.

So it passed in the negative.

Ald. L. A. Lapointe then raised a point of order contending that the main motion was incomplete inasmuch as the same did not state the nature of the proposed amendments to the by-law before the Council.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre n'est pas fondé.

La motion principale étant mise aux voix, le Conseil se partage :

Pour: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—32.

Contre: L.-A. Lapointe, Proulx, Yates, Sadler, Robillard, Couture, Fraser, Resther, Brodeur—9.

Sur ce, M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE,

Propose: Que le règlement concernant la fermeture à bonne heure des locaux où des boissons enivrantes sont vendues, soit amendé comme suit:

Que les mots "de pas moins de" qui se trouvent immédiatement avant le mot "mois" à la fin de la section 2, soient remplacés par les mots suivants: "n'excédant pas trois".

Et que la question préalable soit maintenant posée.

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre alléguant que, en vertu des articles 287 et 288 de la charte, aucun amendement ne peut être proposé au règlement projeté devant le Conseil, vu la réquisition demandant à Son Honneur le Maire de convoquer une assemblée et vu le 2^{ème} item de l'ordre du jour tel que rédigé.

Aux termes de la section 288 de la charte, M. l'échevin L.-A. Lapointe s'oppose à l'introduction de toute nouvelle affaire comme on propose de le faire.

Il prétend de plus que la proposition de M. l'échevin J.-B.-A. Martin équivalait à une reconsidération en amendement d'une résolution adoptée à une assemblée antérieure et que ladite motion ne peut être prise en considération à la présente assemblée sans avis de motion de 30 jours suivant la règle 64 des règles du Conseil.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est fondé.

Il ajoute, cependant, que l'avocat en chef qu'il a consulté ne partage pas son opinion. Son Honneur le Maire donne la raison pour laquelle il a décidé que ledit point d'ordre est fondé, décision basée sur les articles 287 et 288 de la Charte de la Ville.

A la demande de certains membres du Conseil, l'avocat en chef de la Ville expose aussi ses vues à ce sujet.

M. l'échevin J.-B.-A. Martin en appelle à la décision du président de l'assemblée, et Son Honneur le Maire ayant posé la question:

"La décision du président de l'assemblée doit-elle être maintenue?"

Le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Sadler, Robillard, Larivière, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Duquette, Guay, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque et Brodeur—19.

Contre: M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Marin, Major, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna et Messier—22.

La décision du président de l'assemblée est ainsi renversée.

Et un nouveau débat s'engage,

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre alléguant que l'opinion du Département en Loi, qui a été donnée verbalement, devrait être donnée par écrit.

Son Honneur le Maire déclare que la chose n'est pas nécessaire.

La proposition de M. l'échevin J.-B.-A. Martin, appuyé par M. l'échevin L'Espérance, étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: M. Martin, L'Espérance, Turner, Bumbray, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Guay, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna et Messier—17.

Contre: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Dagenais, Lévesque, Sadler, Robillard, Larivière, Leclaire, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque et Brodeur—23.

His Worship the Mayor ruled that said point of order was not well taken.

The vote being taken on the main motion,

The Council divided:

Yeas: Ald. Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—32.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Proulx, Yates, Sadler, Robillard, Couture, Fraser, Resther, Brodeur—9.

Ald. J. B. A. MARTIN then moved, seconded by Ald. L'ESPERANCE,

That the by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold be amended as follows:

That the words "of not less than" immediately before the words "three months" at the end of section 2 be replaced by the words "not-exceeding";

And that the previous motion be now put.

Alderman L. A. Lapointe raised a point of order contending that in virtue of articles 287 and 288 of the charter, no amendments could be made to the proposed by-law before the Council introducing new matters, except with the unanimous consent of the Council, in view of the requisition asking His Worship the Mayor to call a meeting and in view of the 2nd item on the order of the day as drafted.

Ald. L. A. Lapointe objected to the introducing of any new matter as proposed in virtue of section 288 of the Charter.

He contended moreover that the motion of Ald. J. B. A. Martin was equivalent to a reconsideration in amendment of a resolution adopted at a previous meeting and that the same could not be considered at the present meeting without a notice of motion of 30 days in accordance with rule 64 of the rules of Council.

His Worship the Mayor decided that said point of order was well taken. He added nevertheless that the Chief City Attorney whom he had consulted did not share his opinion. His Worship the Mayor gave his reason for deciding that said point of order was well taken basing his decision upon articles 287 and 288 of the City Charter.

At the request of certain members of the Council, the Chief City attorney also gave his views on the matter.

Alderman J. B. A. Martin appealed from the decision of the chair and His Worship the Mayor having put the question "shall the decision of the chair be sustained?"

The Council divided:

Yeas: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Sadler, Robillard, Larivière, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Duquette, Guay, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque, Brodeur—19.

Nays: Ald. M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Marin, Major, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier—22.

So the decision of the chair was reversed.

And a further debate arising,

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that the Law Department which was declared verbally should be made by writing.

His Worship the Mayor declared that this was not necessary.

The vote being then taken on the motion of Ald. J. B. A. Martin, seconded by Ald. L'Espérance,

The Council divided:

Yeas: Ald. M. Martin, L'Espérance, Turner, Bumbray, N. Lapointe, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Guay, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier—17.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Dagenais, Lévesque, Sadler, Robillard, Larivière, Leclaire, Couture, Gadbois, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Fraser, Lamoureux, Resther, Labrecque, Brodeur—23.

Ladite proposition est ainsi négativée.

Sur ce, M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE,

Propose: Que la section 4 du projet de règlement maintenant devant le Conseil soit biffée et remplacée par la suivante:

"Sec. 4.—Ce règlement deviendra exécutoire et en vigueur lorsqu'il aura été approuvé par les électeurs inscrits sur les listes électorales."

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Proulx, Robillard, Fraser, Resther et Brodeur—6.

Contre: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier et Labrecque—32.

Ladite proposition est ainsi négativée.

M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE,

Propose: D'amender comme suit le règlement concernant la fermeture à bonne heure des locaux où des boissons enivrantes sont vendues:

Que les mots "de pas moins de" qui se trouvent immédiatement avant les mots "trois mois" à la fin de la section 2, soient remplacés par les mots "n'excédant pas".

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre aléguant que ladite proposition ne peut être mise aux voix attendu qu'elle a été rejetée à une assemblée antérieure, le tout en vertu de la règle 64 des règles du Conseil.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est bien fondé.

Sur ce, M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE,

Propose: Que le vote émis sur ladite proposition soit reconsidéré et annulé.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna et Messier—27.

Contre: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Robillard, Couture, Gadbois, Fraser et Brodeur—8.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur ce, M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE,

Propose: Que la section 2 du projet de règlement maintenant devant le conseil soit remplacée par la suivante:

Sect. 2.—Toutes personnes qui violeront quelque une des dispositions du présent règlement ou qui refuseront ou négligeront de s'y conformer seront passibles d'une amende n'excédant pas \$50 pour chaque offense, et, à défaut du paiement d'icelle, d'emprisonnement pour un terme n'excédant pas trois mois.

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre aléguant que ladite proposition ne peut être considérée comme légale, car elle pourvoit à l'admission d'une section dans ledit règlement, dont le texte ne répond pas à celui de la section 161 de la Loi des Licences de Québec en vertu de laquelle ladite section devrait être adoptée.

Son Honneur le Maire demande à l'avocat en chef de la Ville son opinion au sujet de ce point d'ordre.

Subséquentement, le Maire décide que le texte de la Loi des Licences de Québec a été en substance reproduit.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier et Labrecque—33.

Contre: L.-A. Lapointe, Robillard, Fraser et Brodeur—4.

So it passed in the negative.

Ald. PROULX thereupon moved, seconded by Ald. L. A. Lapointe,

That section 4 of the draft of by-law now before the Council be struck and replaced by the following.

"Sec. 4.—This by-law shall become executory and in force when the same shall have been approved of by the electors whose names appear on the electors list.

The motion being put,

The Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Proulx, Robillard, Fraser, Resther, Brodeur—6.

Nays: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Carter, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—32.

So it passed in the negative.

Ald. J. B. A. MARTIN then moved, seconded by Ald. L'ESPERANCE,

That by-law concerning the closing of places where intoxicating liquors are sold be amended as follows:

That the words "of not less than" immediately before the words "three months" at the end of section 2 be replaced by the words "not exceeding".

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that said motion could not be put without a vote of reconsideration inasmuch as the same had been defeated at a previous meeting, the whole in virtue of rule 64 of the rules of Council.

His Worship the Mayor ruled that said point of order was well taken.

Ald. J. B. A. MARTIN thereupon moved, seconded by Ald. L'ESPERANCE,

That the vote taken on said motion be reconsidered and annulled.

The Council divided thereon.

Yeas: Ald. Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier—27.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Robillard, Couture, Gadbois, Fraser, Brodeur—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Ald. J. B. A. MARTIN then moved, seconded by Ald. LAVIOLETTE,

That section 2 of the draft of by-law now before the Council be replaced by the following:

Sect. 2.—All persons offending against any of the provisions of this By-law or who shall refuse or neglect to comply with its requirements shall be liable to a fine not exceeding fifty dollars for each offence, and, in default of payment thereof, to imprisonment for a term not exceeding three months.

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that said motion could not be considered as legal inasmuch as the same provided for the admission of a section in said by-law, the wording of which was a departure from the text of section 161 of the License Law of Quebec in virtue of which said section should be adopted.

His Worship the Mayor asked the Chief City attorney for advise in connection with said point of order.

His Worship the Mayor decided subsequently that the text of the Quebec License Law had been substantially repeated.

The vote being taken on said motion,

The Council divided:

Yeas: Ald. Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—33.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Robillard, Fraser, Brodeur—4.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur ce, M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE,

Propose: Que la section 4 soit amendée en y ajoutant les mots suivants: "et toutes les dispositions du présent règlement sont révoquées."

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre alléguant que ladite proposition ne peut être prise en considération attendu qu'il faut un avis de motion de 30 jours, vu qu'il s'agit de la révocation de deux règlements actuellement en force, savoir le règlement 28 et 36.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est bien fondé.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin PROULX, propose en

Amendement: Que la section 1 du règlement maintenant devant le Conseil soit amendée en en retranchant les mots: "et les autres jours de la semaine, à 10 heures du soir" et que, ainsi amendée, ladite section soit adoptée.

M. l'échevin Carter soulève un point d'ordre alléguant que cette motion ne peut être soumise comme un amendement à la motion principale.

Son Honneur le Maire décide que ladite proposition devrait être présentée comme une motion principale.

La motion principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—31.

Contre: L.-A. Lapointe, Proulx, Lévesque, Robillard, Brodeur—5.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Alors M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin PROULX,

Propose: Que la section 1 du règlement maintenant devant le Conseil soit amendée en en retranchant les mots "et les autres jours de la semaine, à 10 heures du soir", et que, ainsi amendée, ladite section soit adoptée.

Et un débat s'engageant, le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: Larivière, Couture—2.

Contre: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque, Brodeur—34.

Ladite proposition est ainsi négative.

Sur ce, M. l'échevin L.-A. Lapointe attire l'attention du Conseil sur le fait que, sur le partage des voix qui vient de se faire, la section 1 dudit règlement est négative.

Son Honneur le Maire déclare que ladite section 1 a été rejetée en vertu de ladite proposition.

Sur ce, M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin GALLERY,

Propose: Que le vote qui vient d'être pris soit reconsidéré.

Avec la permission du Conseil, ladite proposition est retirée.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE,

Propose: Que le Conseil s'ajourne à jeudi, le 18 du courant, à 3 heures, pour continuer le présent ordre du jour.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Gallery, Larivière, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Major, David, Roy, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier—24.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Ald. J. B. A. MARTIN then moved, seconded by Ald. L'ESPERANCE,

That section 4 be amended by adding thereto the following words: "and all provisions of any by-law which are inconsistent with the provisions of the present by-law are repealed."

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that said motion could not be considered without notice of motion of 30 days inasmuch as the repeal of two by-laws presently in force, namely 28 and 36 was necessary.

His Worship the Mayor ruled that said point of order was well taken.

And a further debate arising,

Ald. COUTURE moved in amendment, seconded by Ald. PROULX,

That section 1 of the by-law now before the Council be amended by striking therefrom the words: "and on the other days of the week at 10 o'clock in the evening" and that so amended, said section be adopted.

Ald. Carter raised a point of order contending that this motion could not be put as an amendment to the main motion.

His Worship the Mayor ruled that the said motion should be made as a main motion.

The vote being then taken on the main motion,

The Council divided:

Yeas: Ald. Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque—31.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Proulx, Lévesque, Robillard, Brodeur—5.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Ald. COUTURE then moved, seconded by Ald. PROULX,

That section 1 of the by-law now before the Council be amended by striking therefrom the words: "and on the other days of the week, at 10 o'clock in the evening" and that, so amended, said section be adopted.

And a further debate arising,

The Council divided thereon.

Yeas: Ald. Larivière, Couture—2.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier, Labrecque, Brodeur—34.

So it passed in the negative.

Ald. L. A. Lapointe thereupon drew the attention of the Council to the fact that in view of the division just taken, section 1 of said by-law had passed in the negative.

His Worship the Mayor declared that said section 1 had passed in the negative in view of said motion.

It was thereupon moved by Ald. CARTER, seconded by Ald. GALLERY,

That the vote just taken be now reconsidered.

With the permission of the Council, said motion was withdrawn.

And a further debate arising,

Ald. J. B. A. MARTIN moved, seconded by Ald. L'ESPERANCE,

That the Council do now adjourn until Tuesday the 18th instant at 3 o'clock to continue the present order of the day.

Said motion being put,

The Council divided:

Yeas: Giroux, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Gallery, Larivière, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Major, David, Roy, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Messier—24.

Contre: L.-A. Lapointe, Proulx, Bumbray, Robillard, Couture—5.

Ladite proposition est affirmativée et le Conseil s'ajourne en conséquence.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Asst. Greffier de la Ville.

COMMISSION DE L'HOTEL DE VILLE

Compte rendu de l'assemblée du 17 janvier.

Sont présents: MM. les échevins L'Espérance, président, Labrecque, Ward, Prud'homme et O'Connell.

1.—Soumis de nouveau un compte de M. A.-P. Pigeon, au montant de \$519.71, pour l'impression du rapport du juge Cannon.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$519.71 pour payer ce compte, sauf approbation des avocats de la Ville. (MM. les échevins Ward et O'Connell dissidents).

2.—Lue une lettre de M. J.-Arthur Ste-Marie demandant à quelles conditions il pourrait louer pour une soirée, dans la première semaine de février, la salle de l'hôtel de ville de Saint-Henri.

Renvoyée au surintendant de l'Hôtel de Ville avec prière d'y répondre.

3.—Soumise et lue une lettre du docteur J.-E. Laberge, chef du service des Maladies contagieuses, demandant de poser un nouveau téléphone dans son département et de lui fournir un cabinet-filrière.

Renvoyée au surintendant de l'Hôtel de Ville avec prière de faire droit à cette demande, s'il y a des fonds disponibles à ces fins.

4.—Soumise et lue une requisition du président du Bureau des Estimateurs demandant une plume-fontaine, 9 rubans d'arpenteur et autres articles pour l'usage de son département.

Résolu: D'autoriser le surintendant des Impressions et de la Papeterie à acheter les articles demandés.

5.—Soumis et lu un compte du bibliothécaire en chef pour abonnements à certaines revues et l'achat d'un almanach, le tout au montant de \$41.00.

Résolu: De payer ce compte.

6.—*Résolu:* D'autoriser le surintendant de l'Hôtel de Ville à donner l'usage des salles municipales des quartiers Saint-Henri, Sainte-Cunégonde, De Lorimier et Laurier aux candidats à la mairie, à l'échévinage, et au bureau de contrôle, à tour de rôle, et à donner la préférence aux assemblées contradictoires.

7.—Soumis et lu un extrait du procès-verbal du Conseil, assemblée du 30 décembre dernier, amendant le budget.

Déposé aux archives.

8.—Soumise et lue une liste des travaux d'impression requis par différents départements.

Résolu: D'autoriser le surintendant des Impressions à faire exécuter ces impressions aux mêmes conditions et aux mêmes ateliers que les années précédentes quant aux formes 49, 49½ et 67, pour la balance, il pourra demander des soumissions, s'il le juge à propos.

9.—M. le président ouvre des soumissions pour l'impression de 40,000 en-têtes de lettres officielles:

Le mille

The Benallack Lithographing & Printing Co., Ltd.	\$3.00
Yale Lithographing Co.	2.90
The Montreal Lithographing Co.	2.45

Résolu: D'adjuger l'impression desdits en-têtes de lettres officielles à la "Montreal Lithographing Co." au prix de sa soumission.

Sont aussi ouvertes des soumissions pour l'impression

Nayss L. A. Lapointe, Proulx, Bumbray, Robillard, Couture—5.

So it was carried and the Council adjourned accordingly.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CITY HALL COMMITTEE

Report of meeting held the 17th of January.

Present: Ald. L'Espérance, chairman, Labrecque, Ward, Prud'homme and O'Connell.

1.—Submitted again an account from Mr. A. P. Pigeon, amounting to \$519.71 for printing justice Cannon's report.

Resolved: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$519.71 be voted to pay said account, subject to the approval of the City attorneys. (Ald. Ward and O'Connell dissenting).

2.—Read a letter from Mr. J. Arthur Ste Marie asking to state on what conditions he could rent for one night in the first week of February, the St. Henry town hall.

Referred to the City Hall superintendent with instructions to reply to same.

3.—Submitted and read a letter from Dr. J. E. Laberge, chief of the Contagious diseases department asking that a new telephone be placed in his department and that he be supplied with a filing cabinet.

Referred to the City Hall superintendent with instructions to grant said request if there are available funds for such purposes.

2.—Submitted and read a requisition from the chairman of the Board of Assessors for a fountain pen, 9 tape lines and other articles for the use of his department.

Resolved: That the Printing and Stationery superintendent be authorized to purchase and deliver said articles.

5.—Submitted and read an account from the chief librarian for subscriptions to periodicals and the purchase of an almanach, the whole amounting to \$41.00.

Resolved: That the said account be paid.

6.—*Resolved:* That the City Hall superintendent be authorized to grant the use of the municipal halls of St. Henry, Ste Cunégonde, De Lorimier and Laurier wards for meeting to be held by the candidates for the mayoralty, aldermanship and board of control, by turns, and to give the preference to joint meetings.

7.—Submitted and read an extract from the minutes of the City Council, meeting held on the 30th of December last amending the budget.

Filed of record.

8.—Submitted and read a list of printing forms required by different departments.

Resolved: That the superintendent on Printing be authorized to have the printing of same done on the same conditions and by the same firms as in past years as to forms 49, 49½ and 67; for the balance, he may call for tenders if he deems it advisable.

9.—The chairman then opened tenders for the printing of 40,000 official letter heads:

Per thousand

The Benallack Lithographing and Printing Co., Ltd.	\$3.00
Yale Lithographing Co.	2.90
The Montreal Lithographing Co.	2.45

Resolved: To award the printing of said official letter heads to the Montreal Lithographing Co., at the price of their tender for same.

de 14 formules pour la Cour du Recorder formant en tout 34,000 blancs:

	<i>Le mille</i>
"La Patrie", par formule simple	\$4.00
Par formule double	16.50
Cie d'Imprimerie Perrault:	
Par formule simple	4.00
Par formule double	7.00
Guertin Printing Co.:	
Par formule simple	3.75
Par formule double	7.80
Cie de Publications Commerciales:	
Par formule simple	3.25
Par formule double	6.00

Résolu: D'autoriser le surintendant des Impressions à faire exécuter ces travaux par la Cie de Publications Commerciales, sa soumission étant la plus basse.

10.—Etant soulevée la question de la distribution du montant de \$1,000 affecté aux augmentations de salaire,

M. le président propose, et il est *Résolu:* D'étudier cette question. (MM, les échevins Ward et O'Connell dissidents).

M. le président soumet alors la proposition suivante: Que ledit montant soit réparti comme suit:

A M. Drouin, \$200; à M. Faille, \$100; à M. Villeneuve, \$400; à M. Gagnon, \$200 et à M. Lalonde, \$100.

M. l'échevin Prud'homme étant à discuter un amendement à la proposition ci dessus, l'assemblée est ajournée, faute de quorum, MM, les échevins O'Connell et Ward ayant quitté leurs sièges.

CHS.-E. GAGNON,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 17 janvier.

Son Honneur le Maire Louis Payette occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM, les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther, Messier, Labrecque and Brodeur.

Du consentement unanime du Conseil, les affaires de routine suivantes sont expédiées.

1.—De la "Montreal Light, Heat & Power Co." transmettant son compte pour l'éclairage des rues durant le mois de décembre.

Renvoyée à la Commission des Incendies et de l'Eclairage.

2.—Du secrétaire-trésorier de Notre-Dame de Grâce, transmettant une résolution du Conseil de ladite ville, approuvant le règlement projeté d'annexion de Notre-Dame de Grâce à la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD, il est

Résolu: Que lesdits documents soient reçus et déposés aux archives.

3.—Interrogatoires sur faits et articles dans une cause portant le No 275, C. S. M. dans laquelle James Lucy est demandeur et la Cité de Montréal, défenderesse.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que le greffier de la Ville soit prié de répondre comme suit auxdits interrogatoires.

- A la première interrogation—Oui.
- A la 2ième interrogation—Je l'ignore.
- A la 3ième interrogation—J'ignore la première partie de l'interrogation et je nie la dernière partie.
- A la 4ième interrogation—Je l'ignore.

Tenders for the printing of 14 forms for the Recorder's Court, representing 34,000 forms were also opened:

	<i>Per thousand</i>
"La Patrie", per single form	\$4.00
Per double form	16.50
The Perrault Printing Co.:	
Per single form	4.00
Per double form	7.00
The Guertin Printing Co.:	
Per single form	3.75
Per double form	7.80
The Trades Publishing Co.:	
Per single form	3.25
Per double form	6.00

Resolved: That the superintendent on Printing and Stationery be authorized to have said work done by the Trades Publishing Co., the lowest tenderer.

10.—The question of dividing the sum of \$1,000, voted for the increasing of salaries being brought up,

The chairman moved, and it was *Resolved:* That the matter be now considered. (Ald. Ward and O'Connell dissenting).

The chairman then submitted the following motion:

That the said sum be divided as follows: To Mr. Drouin, \$200; to Mr. Faille, \$100; to Mr. Villeneuve, \$400; to Mr. Gagnon, \$200 and to Mr. Lalonde, \$100.

Ald. Prud'homme was discussing an amendment to said motion when the meeting had to be adjourned there being no quorum, Ald. O'Connell and Ward having left their seats.

CHS. E. GAGNON
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 17th of January

His Worship the Mayor Louis Payette, Esq., in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther, Messier, Labrecque and Brodeur.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted.

1.—From Montreal Light, Heat & Power Company transmitting their account for street lighting for December.

Referred to the Fire and Light Committee.

2.—From the secretary treasurer of Notre-Dame de Grâce transmitting a resolution of the Council of said Town approving of proposed by-law to annex Notre-Dame de Grâce to the City.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. ROBILLARD, it was

Resolved: That said documents be received and filed of record.

3.—Interrogatories on "faits et articles" in a case bearing No. 275, S. C. M. in which James Lucy is Plaintiff and the City of Montreal, Defendant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That the City Clerk be authorized to reply as follows to said interrogatories:—

- To the 1st interrogatory.—Yes.
- To the 2nd interrogatory.—I am not aware of that.
- To the 3rd interrogatory.—I am not aware of the first part of the interrogatory and I deny the last part.
- To the 4th interrogatory.—I am not aware of that.

4.—Vente de Louis Deneau à la Cité de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin YATES, il est

Résolu: Que ledit acte soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Ville soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

RAPPORTS.

5.—De la Commission des Finances, à l'effet d'ouvrir l'avenue Laurier.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins Ward et O'Connell dissidents).

6.—De la Commission des Finances, à l'effet de régler la réclamation de M. Joseph Charlebois.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins Ward et M. Martin dissidents).

7.—De la Commission des Finances, à l'effet de payer des réclamations au montant de \$31,636.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins Ward et Clearihue dissidents).

8.—De la Commission des Finances, à l'effet de solder certaines dépenses imputables au Referendum du 21 décembre dernier.

9.—De la Commission des Finances, pour nommer des Commissaires dans l'expropriation de la rue Elizabeth.

10.—De la Commission des Finances, pour payer une somme de \$33,841 aux hôpitaux St-Paul et Alexandra.

11.—De la Commission des Finances, pour payer un montant de \$100 à M. F.-M. Lavoie.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

12.—De la Commission des Finances, à l'effet de régler certaines réclamations au montant de \$636.61.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (M. l'échevin Clearihue dissident).

13.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de Police qui demande qu'un montant de \$4,014.32 soit voté au fond de bienfaisance de la Police.

Sur proposition de M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés. (M. l'échevin M. Martin dissident).

14.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville, qui demande un crédit de \$31,500 pour acheter la bibliothèque de M. P. Gagnon.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Ward.

15.—De la Commission de Police, à l'effet de payer un montant de \$8,983.43 à MM. F. et O. Proulx, *re* Poste de Police No 13.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Robinson.

16.—De la Commission de Police, à l'effet de payer un montant de \$223.15 à M. J.-A. Godin, architecte.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Robinson.

17.—De la Commission de l'Aqueduc, pour remettre certain dépôt à M. P.-M. McGovern.

Sur proposition de M. l'échevin Clearihue, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

18.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet de remettre à M. L. Langevin un dépôt de \$500.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAI, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

19.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage,

4.—Sale by Louis Deneau to the City of Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. YATES, it was

Resolved: That said deed be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

REPORTS.

6.—From Finance Committee, to open Laurier avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Ward and O'Connell dissenting).

6.—From Finance Committee to settle the claim of Mr. Joseph Charlebois.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Ward and M. Martin dissenting).

7.—From Finance Committee to settle claims amounting to \$31,636.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Ward and Clearihue dissenting).

8.—From Finance Committee, to pay certain expenditure chargeable to the Referendum of the 21st December last.

9.—From Finance Committee, to appoint Commissioners *re* Expropriation of Elizabeth street.

10.—From Finance Committee, to pay a sum of \$33,841 to St. Paul and Alexandra hospitals.

11.—From Finance Committee, to pay the sum of \$100 to Mr. F. M. Lavoie.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

12.—From Finance Committee, to settle certain claims amounting to \$636.61.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Clearihue dissenting).

13.—From Finance Committee concurring in the report of the Police Committee, to refund a sum of \$4,014.32 to the Police Benevolent Fund.

On motion of Ald. J. B. A. MARTIN, seconded by Ald. PROULX, it was

Resolved: That said reports be received and adopted. (Ald. M. Martin dissenting).

14.—From Finance Committee, concurring in the report of the City Hall Committee for an appropriation of \$31,500 to purchase the library of Mr. P. Gagnon. Consideration deferred at the request of Ald. Ward.

15.—From Police Committee, to pay a sum of \$8,983.43 to Messrs. F. and O. Proulx, *re* No. 13 Police Station. Consideration deferred at the request of Ald. Robinson.

16.—From Police Committee, to pay a sum of \$223.15 to Mr. J. A. Godin, architect.

Consideration deferred at the request of Ald. Robinson.

17.—From Water Committee, to refund a certain deposit to Mr. P. McGovern.

On motion of Ald. CLEARIHUE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

18.—From Hygiene and Statistics Committee, to refund a deposit of \$500 to Mr. L. Langevin.

On motion of Ald. DAGENAI, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

19.—From Fire and Light Committee, to order the vacating of De Lorimier Police Station.

à l'effet d'ordonner l'évacuation du poste de Police de De Lorimier.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

21.—M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX,

Propose: Attendu que le 19 novembre dernier, une résolution du Conseil a été adoptée votant un montant de \$3,000 à Dame Laura Cummings, veuve de feu le constable George Shea, en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs et que l'avis de motion requis a été donné le 22 novembre, et par un malentendu, ledit règlement n'a pas été mis sur l'ordre du jour;

Qu'il soit

Résolu: Que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement.

Ladite proposition étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement, et ledit règlement ayant été lu une première fois,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROY, il est

Résolu: Que la règle 79 des règles du Conseil soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième fois.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 2ième lecture,

Et la section 1 étant lue, elle est agréée.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROY, il est

Résolu: Que la règle 79 des règles du Conseil soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en 3ième lecture.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 3ième lecture.

Et ledit règlement est adopté.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROY, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au greffier de la Ville pour qu'ils y apposent leurs signatures.

ORDRE DU JOUR.

22.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour fermer certaines rues dans la partie Est de la Ville,

M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN,

Propose: Que le 2me paragraphe, page 4 du rapport de la Commission de la Voirie maintenant devant le Conseil soit retranché et remplacé par le suivant, suivant la recommandation faite par l'inspecteur de la Cité dans une lettre du 8 janvier 1910, adressée à M. Ethier, avocat en chef de la Cité:

"Ladite compagnie de chemin de fer payera le coût de l'enlèvement des bornes-fontaines, des conduites de gaz et d'eau, des égouts, drains et conduits, y compris le coût des modifications qui y seront faites ou de leur fermeture, selon que l'inspecteur de la Cité l'ordonnera, ainsi que le coût de l'enlèvement de tous les poteaux de trolley, d'éclairage électrique et de téléphone, tuyaux fils ou autres appareils ou installations pour des services publics ou privés sur le long, au-dessous ou au-dessus des rues sus-mentionnées, et le coût de l'enlèvement ou de la remise en place de tous les rails de tramways se trouvant dans les limites de toutes les parties de rues qui doivent être fermées ou qui seront affectées par et en vertu de la présente convention, mais il est entendu que toutes les bornes-fontaines, toutes les bouches d'égouts, bordure de trottoirs, pavages, trottoirs, tuyaux, drains et autres matériaux dans les parties de rues susdites qui doivent être fermées ou qui seront affectées par la présente convention appartiendront à la Cité, en tout ou en partie, même après qu'ils auront été enlevés par ladite compagnie de chemin de fer.

La Cité se réserve le droit de construire des égouts, des conduits et des tunnels, de poser des conduites d'eau et de

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. ROBIL-LARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

20.—From Incineration Committee, to appoint Mr. Georges Riopel clerk in the Department.

On motion of Ald. M. MARTIN, seconded by Ald. RES-THER, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

21.—Ald. L. A. LAPOINTE, moved, seconded by Ald. PROULX,

Whereas on the 19th of November last, a resolution of the Council was adopted to grant a sum of \$3,000 to Dame Laura Cummings, widow of the late constable George Shea, in her capacity of tutrix to her minor children and that the required notice of motion was given on the 22nd of November, and that through a misunderstanding said by-law was not placed on the order of the day.

Be it

Resolved: That the Council do now proceed to consider said by-law.

Said motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

The Council thereon proceeded to consider said by-law and the same having been read a first time,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROY, it was

Resolved: That rule 79 of the rules of Council be suspended and that said by-law be now read a 2nd time.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law law in 2nd reading,

And section 1 being read,

It was agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROY, it was

Resolved: That rule 79 of the rules of Council be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in 3rd reading.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law law in 3rd reading.

And the same was agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROY, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signature.

ORDER OF THE DAY.

22.—The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to close certain streets in the Eastern part of the City,

Ald. GIROUX moved, seconded by Ald. M. MARTIN,

That the 2nd paragraph, page 4, of the report of the Road Committee now before the Council be struck and replaced by the following, as recommended by the City Surveyor in a letter dated January 8th 1910, addressed to Mr. Ethier, Chief City Attorney:

"The said Railway Company shall pay the costs of removing the hydrants, gas and water mains, sewers, drains and conduits, including the cost of altering or closing the same, as the City Surveyor may direct, also the cost of removing all trolley, electric and telephone posts, pipes, wires or any apparatus or appliances used for public or private services on, along, under and above the aforesaid streets, and the cost of removing and restoring all the street car tracks situated within the limits of all the parts of streets, which are to be closed or affected by and in virtue of the present arrangement, but it is understood that all the hydrants, all the sewer openings, curbstones, paving, sidewalks, pipes, drains and any other material, in the aforesaid parts of streets, which are to be closed or affected by the present arrangement, shall belong to the City in whole and in part even after they have been taken up by the said Railway Company;

The City reserves the right to construct sewers, conduits, subways, lay water pipes and any other municipal works

faire d'autres travaux municipaux au-dessous de n'importe quelle partie de la voie de la compagnie, en donnant à ladite compagnie 48 heures d'avis à cet effet, et les dépenses à faire pour protéger le public, et pour élargir la voie de ladite compagnie pendant que seront construits tels égouts, conduits et tunnels ou que seront posées telles conduites d'eau, seront supportées par ladite compagnie de chemin de fer, y compris les salaires payés aux gardiens qui seront postés aux endroits le long de ladite voie qui seront affectés par ces travaux municipaux".

Et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin MESSIER, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit amendé de façon à forcer ladite Compagnie à placer sa voie au-dessus ou au-dessous de toute rue mentionnée comme devant être traversée de niveau dans les limites de la Ville.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin GUAY, appuyé par M. l'échevin ROY, propose en

Sous-amendement: Que le rapport de la Commission de la Voirie maintenant devant le Conseil soit renvoyé à la Commission spéciale des Traverses à niveau afin qu'elle étudie l'opportunité de placer sous terre toutes les traverses et les fils électriques.

Et un nouveau débat s'engageant,

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, Clearihue, Larivière, O'Connell, Robinson, Ward, Marin, Guay, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna et Messier—14.

Contre: Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, Labrecque et Brodeur—23.

Ladite proposition est ainsi négative.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin SADLER, appuyé par M. l'échevin GIROUX, propose en

Sous-amendement: Que la proposition principale soit amendée en y ajoutant la clause suivante:

"La Compagnie devra construire des ponts ou des tunnels de la même largeur que la rue, au-dessous ou au-dessus des rues, dans les limites de la Ville, mentionnées au rapport de la Commission de la Voirie, comme devant être traversées de niveau, pourvu toutefois que l'ingénieur de la Ville déclare que la chose peut se faire, et que la Ville se réserve le droit d'ordonner à ladite Compagnie de construire immédiatement lesdits tunnels et ponts à leur seuls risques et périls."

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Carter, McKenna, Labrecque, Brodeur—30.

Contre: Larivière, Robinson, Ward, Lamoureux et Messier—5.

Ledit sous-amendement est ainsi affirmatif, et il est

Résolu: En conséquence.

L'amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, Larivière, O'Connell, Robinson, Guay, Lamoureux, McKenna et Messier—8.

Contre:—Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Roy et Labrecque—24.

Ledit amendement est ainsi négatif.

La motion principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, McKenna et Labrecque—24.

Contre: Larivière, O'Connell, Robinson, Ward, Guay, Lamoureux—6.

under any portion of the above mentioned Railway Company's tracks within the limits of the City, by giving the said Company forty-eight hours' notice to that effect, and the cost of protecting, erecting stringers under any portion of the said Company's tracks to support the same during the time such sewers, conduits, subways may be constructed, and water pipes laid, shall be borne by the said railway, including the cost of maintaining watchmen at the points along the aforesaid tracks that may be affected by such municipal constructions.

Ant that, so amended, said report be adopted.

Moved in amendment by Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. MESSIER,

That said report be amended so as to compel said Railway to lay its tracks above or under every street mentioned to be crossed on a level in the City limits.

And a debate arising,

Moved in sub-amendment by Ald. GUAY, seconded by Ald. ROY,

That the report of the Road Committee now before the Council be referred to the special Committee on level crossings in order that the advisability of placing under ground all crossings and electric wires may be considered.

And a further debate arising,

The vote being taken on said sub-amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Clearihue, Larivière, O'Connell, Robinson, Ward, Marin, Guay, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Messier—14.

Nays: Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, Labrecque and Brodeur—23.

So it passed in the negative.

And a further debate arising,

Moved in sub-amendment by Ald. SADLER, seconded by Ald. GIROUX,

That the main motion be amended by adding thereto the following clause:

The Company shall be obliged to construct bridges or tunnels of the full width of the street, under or over the streets, within the City Limits mentioned in the report of the Road Committee, as to be crossed on a level, provided however, that the City Engineer shall declare that the same is feasible, and the City reserves the right to order said Company to immediately construct said tunnels and bridges at their sole expense risk and peril.

Said sub-amendment being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Carter, McKenna, Labrecque and Brodeur—30.

Nays: Larivière, Robinson, Ward, Lamoureux and Messier—5.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

The vote being taken on the amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, O'Connell, Robinson, Guay, Lamoureux, McKenna and Messier—8.

Nays: Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Roy and Labrecque—24.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the main motion, the Council divided:

Yeas: Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Gallery, Stearns, Leclaire, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, McKenna and Labrecque—24.

Nays: Larivière, O'Connell, Robinson, Ward, Guay, Lamoureux—6.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

Du consentement unanime du Conseil, les affaires de routine suivantes sont expédiées:

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que la règle 102 des règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation de certains rapports qui n'ont pas été déposés chez le greffier avant 10 heures aujourd'hui.

23.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à MM. Desnoyers et Varin de vendre du bois de construction.

24.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à MM. Beardmore & Co. d'ériger une bâtisse (Mill construction).

25.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, recommandant de demander à la Commission de l'Aqueduc de placer deux bornes-fontaines dans le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

26.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'adjuger un contrat pour la fourniture de chaussures à la Compagnie Fogarty.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins L.-A. Lapointe, Labrecque et Lamoureux dissidents).

27.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'adjuger à M. Ernest Scott un contrat pour la fourniture de chemises de flanelle pour les pompiers.

28.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour adjuger à MM. Graham & Trudel la fourniture des coiffures d'été.

29.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour adjuger la fourniture d'uniformes d'été et d'hiver pour les réparateurs de fils.

30.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet d'adjuger la fourniture des uniformes des officiers et des pompiers.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

31.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, demandant un crédit de \$176.68 pour dépenses casuelles.

Renvoyé à la Commission des Finances.

Son Honneur le Maire ayant quitté la salle du Conseil, M. l'échevin J.-B.-A. Martin, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

ORDRE DU JOUR.

32.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 3ième lecture un règlement à l'effet d'amender les réglemnets Nos 132, 236 et 313 *re* taxes,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin COUTURE,

Propose: Que ledit règlement soit maintenant lu une 3ième fois.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Dagenais, Turner, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Roy, Lamoureux, Messier et Brodeur—21.

Contre: M. Martin, Major et Labrecque—3.

Ladite proposition est ainsi négative, le vote affirmatif de la majorité de tout le Conseil étant requis pour l'adopter. (M. l'échevin McKenna refuse de voter).

33.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage au sujet de la demande de la "Montreal Lumber Company",

A ce sujet est soumise et lue une requête des contribuables du quartier Saint-Joseph, demandant que cette permission soit refusée.

Et un débat s'engageant,

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted:

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That rule 102 of the rules of Council be suspended in order to allow the presentation of certain reports which were not filed with the City Clerk before 10 o'clock this day.

23.—From Fire and Light Committee, to allow Messrs. Desnoyers et Varin to sell lumber.

24.—From Fire and Light Committee, to allow Messrs. Beardmore and Co. to erect a mill construction.

25.—From Fire and Light Committee, recommending that the Water Committee be requested to place two hydrants in Mount Royal ward.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. ROBIL-LARD, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

26.—From Fire and Light Committee, to award contract for shoes to the Fogarty Company.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. L. A. Lapointe, Labrecque and Lamoureux dissenting).

27.—From Fire and Light Committee, to award contract to Ernest J. Scott for firemen's flannel shirts.

28.—From Fire and Light Committee, to award contract to Messrs. Trudel and Graham for summer caps.

29.—From Fire and Light Committee, to award contract for the supply of linemen's summer and winter uniforms.

30.—From Fire and Light Committee, to award contract for the supply of officers and firemen's uniforms.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

31.—From Fire and Light Committee, for an appropriation of \$176.68 for contingencies.

Referred to Finance Committee.

His Worship the Mayor having left the Council Chambers, Ald. J. B. A. Martin, acting Mayor, took the chair.

ORDER OF THE DAY.

32.—The order of the day being read for the 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 132, 236 and 313, *re* taxes.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. COUTURE,

That said by-law be now read a 3rd time.

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Dagenais, Turner, Larivière, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, David, Roy, Lamoureux, Messier and Brodeur—21.

Nays: M. Martin, Major and Labrecque—3.

So it passed in the negative, the affirmative vote of the majority of the whole Council being required to adopt the same. (Ald. McKenna declined to vote).

33.—The order of the day being read to consider a report from the Fire and Light Committee, concerning the application of the Montreal Lumber Company,

In this connection, submitted and read a petition from ratepayers of St. Joseph ward, asking that the permission asked for be not granted.

And a debate arising,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin COUTURE,

Le Conseil s'ajourne à vendredi, le 21 du courant, pour continuer le présent ordre du jour.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Asst.-Greffier de la Ville.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale ajournée du
18 janvier

Son Honneur le Maire étant absent, M. l'échevin J.-B.-A. Martin, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence et ouvre la séance.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Messier et Labrecque.

M. L.-J. Ethier, C. R., avocat en chef de la Cité est aussi présent.

M. l'échevin L.-A. Lapointe s'oppose à ce que le Conseil siège, vu la section 7 des règles du Conseil, alléguant que, s'il n'y a pas de quorum à 3.30 heures, l'assemblée demeure ajournée.

Le maire-suppléant décide que ledit point d'ordre n'est pas fondé.

Sur ce, M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN,

Propose: Que la déclaration du Maire faite à la dernière séance du Conseil, vendredi dernier après-midi, à l'effet que la section 1 du règlement concernant la fermeture de bonne heure des locaux où des boissons enivrantes sont vendues, n'a pas été adoptée, n'est pas et ne peut être considérée comme une décision, et, de plus, que les procédures sur ledit règlement soient continuées tout comme si ladite déclaration n'avait pas été faite.

L'avocat en chef de la Ville approuve ladite proposition et M. l'échevin L.A. Lapointe ayant fait objection à cette procédure sur un point d'illégalité et d'irrégularité,

Le maire-suppléant décide que ladite proposition est dans l'ordre, étant basée sur le procès-verbal de la séance du Conseil du 14 janvier tel que rédigé.

M. l'échevin Brodeur soulève un point d'ordre en vertu de la règle 45 des règles du Conseil, alléguant que la séance actuelle est illégale et irrégulière, attendu que la motion d'ajournement adoptée le 14 du courant n'a pas été faite par écrit. Il demande une décision du Département en Loi ou du président de l'assemblée sur ce point.

M. l'échevin Lévesque demande au Département en Loi d'indiquer par écrit la procédure à suivre pour adopter définitivement ledit règlement.

M. l'échevin L.-A. Lapointe demande au Département en Loi de répondre à la question suivante:

"Est-ce que le Conseil siège régulièrement aux termes des articles 3, 4, 5, 6 et 7 des règles du Conseil?"

M. l'échevin L.-A. Lapointe désire que le Département en Loi réponde à la question suivante:

"Attendu que la règle 78 a été suspendue à la dernière assemblée du Conseil, en vertu de quelle règle le Conseil peut-il procéder à l'adoption dudit règlement en 3ième lecture?"

M. l'échevin M. Martin désire que le Département en Loi réponde à la question suivante:

"Dans le cas où une motion d'ajournement écrite disparaît, est-ce que le procès-verbal du Conseil ne fait pas voir l'acte du Conseil en rapport avec cette motion, surtout dans le cas d'ajournement?"

L'avocat en chef de la Cité ayant demandé un délai pour répondre auxdites questions,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. COUTURE,

The Council adjourned until Friday, the 21st instant to continue the present order of the day.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CITY COUNCIL

Report of adjourned special meeting held the 18th January

His Worship the Mayor being absent from the Council Chambers, Alderman J. B. A. Martin, Acting Mayor, took the Chair and called the meeting to order.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Larivière, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Messier, Labrecque, Brodeur.

Mr. L. J. Ethier, K.C., Chief City Attorney was also present.

Alderman L. A. Lapointe objected to the sitting of the Council in view of section 7 of the rules of Council, contending that inasmuch as there was not a quorum present at 3.30 o'clock, the meeting stood adjourned.

The Acting Mayor decided that said point of order was not well taken.

Ald. CARTER thereupon moved, seconded by Alderman M. MARTIN,

That the declaration of the Mayor made at the session of this Council, on Friday afternoon last, that section 1 of the by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold, had been passed in the negative, is not and cannot be considered as a ruling, and further that the proceedings on said by-law be continued, as if said declaration had not been made.

The Chief City Attorney approved of said motion and Ald. L. A. Lapointe having objected to this procedure on the ground of illegality and irregularity.

The Acting Mayor ruled that said motion was in order, the same being based upon the minutes of the sitting of the Council of January 14th as drafted.

Alderman Brodeur raised a point of order in virtue of rule 45 of the rules of Council, contending that the present sitting was illegal and irregular inasmuch as the motion of adjournment adopted on the 14th instant had not been made in writing. He desired a ruling from the Law Department or the Chair on this point.

Ald. Lévesque asked that the Law Department be instructed to indicate in writing the procedure to be followed in order to finally adopt said by-law.

Ald. L. A. Lapointe desired the Law Department to reply to the following question:

"Is the Council sitting regularly in view of articles 3, 4, 5, 6 and 7 of the rules of Council?"

Alderman L. A. Lapointe desired the Law Department to reply to the following question:

"Whereas rule 78 was suspended at the last meeting of the Council, in virtue of what rule shall the Council proceed to adopt said by-law in 3rd reading?"

Alderman M. Martin desired the Law Department to reply to the following question:

"In the event of a written motion to adjourn having disappeared do not the minutes of the Council establish the action of the Council in connection with said motion, especially in the case of adjournment?"

The Chief City Attorney having asked the Council for a delay in order to reply to said questions,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX, il est

Résolu: Que la séance du Conseil soit suspendue durant le temps nécessaire pour permettre au Département en Loi de répondre aux différentes questions qui lui sont posées.

La séance du Conseil est en conséquence suspendue.

A 5.05 heures, Son Honneur le Maire entre dans la Salle du Conseil et occupe le fauteuil de la présidence.

Soumise et lue une communication du Département en Loi répondant aux différentes questions qui viennent de lui être posées, comme suit:

* * *

A Son Honneur le Maire
et aux Echevins de la Cité de Montréal.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de répondre comme suit à la question que nous pose M. l'échevin Lévesque:

Question

Que le Département en Loi soit prié d'indiquer par écrit au Conseil la procédure qu'il doit suivre pour passer finalement ce règlement.

Réponse

Après avoir disposé de la motion de l'échevin Carter qui est maintenant devant le Conseil, ce dernier devra procéder à l'adoption dudit règlement en troisième lecture, après l'approbation préalable des amendements faits audit règlement, par les avocats de la Cité, et ensuite passer une résolution pour que ce règlement soit grossoyé et présenté à Son Honneur le Maire et au greffier de la Cité pour être signé.

A la question qui nous est posée par M. l'échevin Brodeur.

Question

La séance d'aujourd'hui est-elle légale et régulière, la motion pour ajourner à ce jour n'ayant pas été faite par écrit ou du moins aucune motion par écrit n'ayant été remise au Maire ou au greffier à cet effet et aucune telle motion n'étant entre les mains du greffier de la Cité, qui déclare n'en avoir jamais eue.

Réponse

Nous sommes d'avis que la séance d'aujourd'hui est légale, régulière et conforme au vote qui est entré aux minutes des délibérations de la séance ajournée de votre Conseil, aucune objection n'ayant été faite lors de la mise aux voix par le Maire de la motion d'ajournement, bien que cette dernière ne fut pas alors par écrit, et d'autant plus que le proposeur et le secondaire déclarent que la motion a été faite par écrit.

A la question que nous pose M. l'échevin L.-A. Lapointe.

Question

Le Conseil siège-t-il régulièrement vu les articles 3, 4, 5, 6 et 7 des règles du Conseil?

Réponse

Oui.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs,
Vos obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,
Procureur et avocat en chef de la Cité.
(Pour les avocats de la Cité.)

* * *

Sur ce, M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN,

Propose: Que la déclaration faite par le Maire à la séance du Conseil, vendredi dernier après-midi, que la section 1 du règlement concernant la fermeture à bonne heures des locaux où des boissons enivrantes sont vendues, a été négative, n'est pas et ne peut être considérée comme une décision, et de plus, que les procédures sur ledit règlement soient continuées, comme si ladite déclaration n'avait pas été faite.

Et un débat s'engageant,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAMOUREUX, it was

Resolved: That the sitting of the Council be suspended for the necessary time in order to allow the Law Department to reply to the different questions put to them.

The sitting of the Council was accordingly suspended.

At 5.05 o'clock, His Worship the Mayor entered the Council Chamber and took the Chair.

Submitted and read a communication from the Law Department replying to the different questions put to them at a previous stage of the sitting, as follows:

* * *

To His Worship the Mayor
and the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

We beg to reply as follows to the question put to us by Ald. Lévesque:

Question

"That the Law Department be requested to indicate in writing to the Council the procedure to be followed for the final adoption of said by-law".

Reply

"After having disposed of Alderman Carter's motion now before the Council, the latter body shall proceed with the adoption of said by-law in 3rd reading, after the amendments made to said by-law have been approved by the City Attorneys; and then, pass a resolution to the effect that such by-law be engrossed and submitted to His Worship the Mayor and the City clerk for their signatures."

To the question put to us by Alderman Brodeur:

Question

"Is this meeting of the Council legal and regular, the motion to adjourn until this day not having been made in writing, or at least, no motion having been handed to His Worship the Mayor or the City clerk to that effect, and no such motion being in the hands of the City clerk who states that he never had any?"

Reply

"We are of opinion that this meeting is legal, regular, and in accordance with the vote entered in the minutes of the adjourned meeting of your Council, no objection having been raised when the motion to adjourn was put by His Worship the Mayor, although the said motion was not then in writing, and in view of the fact that the mover and the seconder declare that the motion was made in writing."

To the question put to us by Alderman L. A. Lapointe:

Question

"Is the Council sitting regularly in view of articles 3, 4, 5, 6 and 7 of the rules of Council?"

Reply

"Yes".

We have the honor to be, Gentlemen,
Your obedient servants

L. J. ETHIER,
Chief City Attorney.
(For the City Attorneys.)

* * *

Alderman CARTER thereupon moved, seconded by Alderman M. MARTIN,

That the declaration of the Mayor made at the session of this Council, on Friday afternoon last, that section 1 of the by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold, had been passed in the negative, is not and cannot be considered as a ruling and further that the proceedings on said by-law be continued, as if said declaration had not been made.

And a debate arising,

Alderman Mercier raised a point of order contending

M. l'échevin Mercier soulève un point d'ordre alléguant que le Conseil à la séance du 14 janvier aurait dû en appeler de la décision du Maire lorsqu'elle fut rendue, mais vu que le Conseil a depuis disposé d'autres affaires, la motion maintenant devant le fauteuil, qui équivaut à un appel de la décision du Maire, ne peut être prise en considération.

MM. les échevins Carter et M. Martin, avec la permission du Conseil, retirent ladite proposition.

M. l'échevin L.-A. Lapointe s'oppose à ce que ladite proposition soit retirée, et le président de l'assemblée ordonne que l'objection de M. l'échevin L.-A. Lapointe soit inscrite au procès-verbal.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE,

Propose: Que le règlement concernant la fermeture à bonne heure des débits de boissons soit maintenant lu en 3ième fois.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN,

Propose: Attendu que le vote négatif sur la motion Carter laisse le règlement dans son entier avec les 4 clauses, tel qu'amendé, que ce Conseil est d'opinion que la séance soit suspendue pour 10 minutes afin de permettre au Département en Loi de vérifier si lesdits amendements sont réguliers.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Clearihue, M. Martin, Lévesque, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Major, David, Roy, Carter, McKenna, Messier et Labrecque—23.

Contre: L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Mercier, Séguin, Marin et Brodeur—7.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

La séance du Conseil est alors suspendue.

A 7.25 heures, Son Honneur le Maire entre dans la Salle du Conseil et occupe le fauteuil de la présidence.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, il est

Résolu: Que le Conseil s'ajourne maintenant à lundi, le 24 janvier, à 3 heures.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Asst.-Greffier de la Ville.

that the Council at the sitting of the 14th of January should have appealed from the Mayor's ruling when the same was given, but as the Council had since then disposed of other business, the motion now before the Chair, which was equivalent to an appeal from the Mayor's decision could not be considered.

And a further debate arising,

Alderman Carter and M. Martin, with the permission of the Council, withdrew said motion.

Alderman L. A. Lapointe objected to the withdrawal of said motion, and it was ordered by the Chair that the objection of Alderman L. A. Lapointe be inscribed in the minutes.

And a further debate arising,

Alderman CARTER moved, seconded by Alderman LAVIOLETTE,

That the by-law concerning the early closing of places where intoxicating liquors are sold be now read a 3rd time.

And a further debate arising,

Alderman J. B. A. MARTIN moved, seconded by Alderman M. MARTIN,

Whereas the negative vote on the Carter motion leaves the by-law in its entire form with the 4 clauses as amended, this Council is of opinion that the sitting be suspended for 10 minutes in order to allow the Law Department to ascertain if said amendments are regular.

Said motion being put,

The Council divided:

Yeas: Ald. Clearihue, M. Martin, Lévesque, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Major, David, Roy, Carter, McKenna, Meessier, Labrecque—23.

Nays: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Mercier, Séguin, Marin, Brodeur—7.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

The sitting of the Council was thereupon suspended.

At 7.25 o'clock His Worship the Mayor entered the Council Chamber and took the Chair.

And a debate arising,

On motion of Alderman J. B. A. MARTIN, seconded by Alderman LAVIOLETTE, it was

Resolved: That the Council do now adjourn until Monday the 24th January at 3 o'clock.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.



Résultat de la Nomination

Pour les charges de Maire, d'Echevins et de Commissaires

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que, conformément à la loi, la nomination des candidats pour la charge de maire de la Cité de Montréal, et les charges d'échevins pour les divers quartiers de ladite Cité, ainsi que pour les charges de Commissaires, a eu lieu durant les heures de bureau, entre le 15ème jour de janvier courant, à midi, et le 20ème jour de janvier courant, à midi, au bureau du soussigné, à l'Hôtel de Ville, avec le résultat suivant, savoir:

MAIRIE

CASGRAIN, Joseph-Philippe-Baby, arpenteur, 916 rue Dorchester-Ouest.

GUERIN, James-John-Edmund, médecin et chirurgien, 4 Edgell Avenue.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.



Result of the Nomination

For the offices of Mayor, Aldermen and Commissioners.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that, according to law, the nomination of the candidates for the office of mayor of the City of Montreal and the offices of aldermen for the various wards of said City, as well as for the offices of Commissioners, was held during office hours, between the 15th day of January instant, at noon, and the 20th day of January instant, at noon, at the office of the undersigned, at the City Hall, with the following result, namely:

MAYORALTY

CASGRAIN, Joseph Philippe Baby, Land Surveyor, 916 Dorchester street West.

GUERIN, James, John Edmund, Physician and Surgeon, 4 Edgell Avenue.

Having been nominated, a poll is granted.

ECHEVINS

QUARTIER EST

LAPOINTE, Louis-Audet, courtier, 208 rue du Champ de Mars.

Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER CENTRE

RESTHER, Jean-Zéphirin, architecte, 319 Ave Esplanade.

Etant le seul candidat, est déclaré élu.

QUARTIER OUEST

CARTER, Stewart-James, marchand, 820 rue Dorchester Ouest.

FRASER, Alexandre-Donald, marchand, 49 Ave du Parc. Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER STE-ANNE

GALLERY, Daniel, marchand, 237 rue de la Montagne.

O'CONNELL, Thomas, entrepreneur, 181 rue Ottawa.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-JOSEPH

DANDURAND, Ucal-Henri, courtier en immeubles, 800 Dorchester Ouest.

MALONE, John, marchand, 985 Dorchester Ouest.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-ANDRE

OGILVIE, Douglas-Watson, agent d'immeubles, 109 rue MacKay.

WARD, Joseph, marchand, 270 rue Bishop.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-GEORGES

BOYD, Leslie-Hale, avocat, C. R., 1035 Dorchester Ouest.

YATES, Henry-Brydges, médecin et chirurgien, 257 Peel.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-LOUIS

BLUMENTHAL, Abraham, marchand, 90a rue Ste-Famille.

GADBOIS, Joseph-Pierre, médecin, 183 Dorchester Est.

LAMOUREUX, Jean-Baptiste, maître-boucher, 94 rue Roy.

MAILLET, Gaston, dentiste, 25 Square St-Louis.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-LAURENT

CLEARIHUE, Joseph-B., bourgeois, 234 Sherbrooke Ouest.

OGILVIE, Peter-Chas., plombier et ingénieur sanitaire, 443 rue Bleury.

ROBINSON, James, marchand, 626 Sherbrooke Ouest.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER PAPINEAU

GAUVIN, Jean-Antoine-Emile, pharmacien, 852 rue Ste-Catherine Est.

LAVIOLETTE, Isidore, médecin, 386 rue Panet.

MARTIN, Médéric, manufacturier, 929 rue Logan.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER STE-MARIE

ROUX, Jean-Pierre, médecin, 1256 rue Ste-Catherine Est.

SEGUIN, Napoléon, marchand, 359 rue Frontenac.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-JACQUES

BRODEUR, Alphonse-Narcisse, marchand, 140 Crescent.

GIROUX, Napoléon, libraire, 146 rue Montcalm.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

ALDERMEN

EAST WARD.

LAPOINTE, Louis Audet, Broker, 208 Champ de Mars street.

Being the only candidate is declared elected.

CENTRE WARD.

RESTHER, Jean Zéphirin, Architect, 319 Esplanade Avenue.

Being the only candidate is declared elected.

WEST WARD

CARTER, Stewart James, Merchant, 820 Dorchester street West.

FRASER, Alexander Donald, Merchant, 49 Park Avenue. Having been nominated, a poll is granted.

ST. ANN'S WARD

GALLERY, Daniel, Merchant, 237 Mountain street.

O'CONNELL, Thomas, Contractor, 181 Ottawa street. Having been nominated, a poll is granted.

ST. JOSEPH WARD.

DANDURAND, Ucal Henri, Real Estate Broker, 800 Dorchester street West.

MALONE, John, Merchant, 985 Dorchester street West. Having been nominated, a poll is granted.

ST. ANDREW WARD.

OGILVIE Douglas, Watson, Real Estate Agent, 109 MacKay street.

WARD, Joseph, Merchant, 270 Bishop street. Having been nominated, a poll is granted.

ST. GEORGE WARD.

BOYD, Leslie Hale, Advocate, K.C., 1036 Dorchester street West.

YATES, Henry Brydges, Physician Surgeon, 257 Peel street. Having been nominated, a poll is granted.

ST. LOUIS WARD.

BLUMENTHAL, Abraham, Merchant, 90a Ste. Famille street.

GADBOIS, Joseph Pierre, Physician, 183 Dorchester street East.

LAMOUREUX, Jean Baptiste, Master Butcher, 94 Roy street.

MAILLET, Gaston, Dentist, 26 St. Louis Square. Having been nominated, a poll is granted.

ST. LAWRENCE WARD.

CLEARIHUE, Joseph B., Gent., 234 Sherbrooke street West.

OGILVIE, Peter Charles, Plumber and Sanitary Engineer, 443 Bleury street.

ROBINSON, James, Merchant, 626 Sherbrooke street West. Having been nominated, a poll is granted.

PAPINEAU WARD.

GAUVIN, Jean Antoine Emile, Druggist, 852 St. Catherine street East.

LAVIOLETTE, Isidore, Physician, 386 Panet street.

MARTIN, Médéric, Manufacturer, 929 Logan street. Having been nominated, a poll is granted.

ST. MARY WARD.

ROUX, Jean Pierre, Physician, 1256 Ste. Catherine street East.

SEGUIN, Napoléon, Merchant, 359 Frontenac street. Having been nominated, a poll is granted.

ST. JAMES WARD.

BRODEUR, Alphonse Narcisse, Merchant, 140 Crescent street.

GIROUX, Napoléon, Stationer, 146 Montcalm street. Having been nominated, a poll is granted.

QUARTIER LA FONTAINE

DUBEAU, Eudore, chirurgien-dentiste, 308 Sherbrooke Est.
 LAVALLEE, Louis-Arsène, avocat, C. R., 176 Parc La Fontaine.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER HOCHELAGA

GARCEAU, Joseph-Honoré, médecin, 166 rue Déséry.

MARIN, Joseph-Philibert, médecin, 1955 Ste-Catherine Est.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-JEAN-BAPTISTE

LECLAIRE, Noé, constructeur, 874 Sanguinet.

PROULX, Wilfrid-Joseph, notaire, 1226 Blv. St-Laurent.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-GABRIEL

DAGENAIS, Elphège-Gasp., médecin, 541 du Grand-Tronc.

MONAHAN, Patrick, boucher, 171 Rozel.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-DENIS

BROSSEAU, Joseph, marchand et bourgeois, 721 St-Hubert.

TETREAU, Ernest-D., avocat, 835 rue Huntley.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER DUVERNAY

CLEMENT, Ludger, contracteur, 1290 rue St Hubert.
 LEVESQUE, Victor, pharmacien, 568 Parc La Fontaine.
 MAJOR, Elie, entrepreneur, 30 Brébeuf.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER ST-HENRI

LETOURNEAU, Oswald, médecin, 2099 Notre-Dame Ouest.

VILLENEUVE, Joseph, gérant, 71 rue Laporte.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER STE-CUNEGONDE

LAPOINTE, Narcisse, marchand-épiciier, 59 rue Dominion.
 ROY, Joseph, entrepreneur, 1 Terrasse Iberville.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER MONT-ROYAL

HIGGINBOTTOM, H. J., marchand, 1163 Chemin de la Côte des Neiges.

MALOUIN, Wilfrid, bourgeois, 8 Avenue Maplewood.
 PRUD'HOMME, Alexandre-Eustache, notaire, 171 Avenue de la Montagne.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER DE LORIMIER

LABRECQUE, Magloire, 1115 Avenue De Lorimier.

MAYRAND, Georges, notaire, 1079 Avenue De Lorimier.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

QUARTIER LAURIER

GIRARD, Joseph, industriel, 667 Blv. St-Joseph.

TURCOT, Napoléon, maître-plombier, 1558 Blv. St-Laurent.
 Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

COMMISSAIRES

AINEY, Joseph, charpentier-menuisier, 399 Avenue Hôtel de Ville.

CODERRE, Louis, avocat, 31 Avenue Laporte.

DUPUIS, Louis-Napoléon, bourgeois, 957 rue St-Denis.

LABRECQUE, Joseph-Onésime, marchand, 425 St-André.

LA FONTAINE WARD.

DUBEAU, Eudore, Dentist, 308 Sherbrooke street East.
 LAVALLEE, Louis Arsène, Advocate, K.C., 176 La Fontaine Park.

Having been nominated, a poll is granted.

HOCHELAGA WARD.

GARCEAU, Joseph Honoré, Physician, 166 Desery street.
 MARIN, Joseph Philibert, Physician, 1955 St. Catherine street East.

Having been nominated, a poll is granted.

ST. JEAN-BAPTISTE WARD.

LECLAIRE, Noé, Builder, 874 Sanguinet street.
 PROULX, Wilfrid Joseph, Notary, 1226 St. Lawrence Boulevard.

Having been nominated, a poll is granted.

ST. GABRIEL WARD.

DAGENAIS, Elphège Gaspard, Physician, 541 Grand Trunk street.

MONAHAN, Patrick, Butcher, 171 Rozel.
 Having been nominated, a poll is granted.

ST. DENIS WARD.

BROSSEAU, JOSEPH, Merchant and Gent, 721 St. Hubert street.

TETREAU, Ernest D., Advocate, 835 Huntley street.
 Having been nominated, a poll is granted.

DUVERNAY WARD

CLEMENT, Ludger, Contractor, 1290 St. Hubert street.
 LEVESQUE, Victor, Druggist, 568 La Fontaine Park.

MAJOR, Elie, Contractor, 30 Brebeuf street.
 Having been nominated, a poll is granted.

ST. HENRY WARD.

LETOURNEAU, Oswald, Physician, 2099 Notre-Dame street West.

VILLENEUVE, Joseph, Manager, 71 Laporte street.
 Having been nominated, a poll is granted.

ST. CUNEGONDE WARD.

LAPOINTE, Narcisse, Grocer, 59 Dominion street.

ROY, Joseph, Contractor, 1 Iberville Terrace.
 Having been nominated, a poll is granted.

MOUNT-ROYAL WARD.

HIGGINBOTTOM, H. J. Merchant, 1163 Côte des Neiges Road.

MALOUIN, Wilfrid, Gentleman, 2 Maplewood avenue.
 PRUD'HOMME, Alexandre Eustache, Notary, 171 Mountain Avenue.

Having been nominated, a poll is granted.

DE LORIMIER WARD.

LABRECQUE, Magloire, Manufacturer, 1115 DeLorimier avenue.

MAYRAND, George, Notary, 1079 DeLorimier avenue.
 Having been nominated, a poll is granted.

LAURIER WARD.

GIRARD, Joseph, Manufacturer, 667 St. Joseph Boulevard.
 TURCOT, Napoléon, Master Plumber, 1558 St. Lawrence Boulevard.

Having been nominated, a poll is granted.

COMMISSIONERS

AINEY, Joseph, Carpenter and Joiner, 399 Hôtel de Ville Avenue.

CODERRE, Louis, Advocate, 31 Laporte Avenue.

DUPUIS, Louis Napoléon, Gentleman, 957 St. Denis street.

LABRECQUE, Joseph Onésime, Merchant, 425 St. André street.

LACHAPELLE, Emmanuel-Persillier, médecin, 267 rue Prince Arthur Ouest.
 LAPOINTE, Louis-Audet, courtier, 208 du Champ de Mars.
 LARIVIERE, Eméry-F., marchand, 1371 Notre Dame Est.
 LATREILLE, Achille, entrepreneur, 1730 rue Mance.
 LEBEL, Wilfrid, marchand, 31 Drolet.
 LYNCH, Michael, contracteur, 2a rue Quesnel.
 MARTIN, Jean-Baptiste-Albert, courtier, 331 Richmond.
 MERCIER, Honoré, avocat, 408 St-Denis.
 PAYETTE, Louis, entrepreneur, 92 Avenue Laval.
 ST-LOUIS, Emmanuel, entrepreneur public, 23 Carré St-Louis.
 ST-MARTIN, Albert, sténographe officiel, 241 St-Hubert.
 VILLENEUVE, Eugène W., manufacturier, 317 Avenue Esplanade.
 WALSH, Michael-James, courtier d'assurance, 99 rue Ste-Famille.
 WANKLYN, Fred-Lumb, ingénieur civil, 241 Drummond.
 WESTERN, Edmund, agent d'affaires, 630 rue Berri.

Ayant été mis en nomination, un poll est accordé.

AVIS PUBLIC est en outre donné, par les présentes, que l'élection pour les charges de maire et d'échevins pour les divers quartiers de la Cité et pour les charges de Commissaires, aura lieu mardi, le 1er jour de février prochain, et que les polls seront ouverts, ce jour-là, dans lesdits quartiers, de 9 heures de l'avant-midi à 5 heures de l'après-midi, aux endroits qui seront indiqués dans un avis subséquent.

L-O. DAVID,
Officier Rapporteur.

Bureau du Greffier de la Cité,
 Hôtel de Ville,
 Montréal, 20 janvier 1910.



AVIS PUBLIC

Rue Elisabeth (maintenant Robert), depuis la rue Fullum jusqu'à la partie appartenant à la Cité

La Cité de Montréal, par ses procureurs et conseils sous-signés, donne par les présentes avis public que vendredi, le quatrième jour de février prochain, à dix heures et demie de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, au Palais de Justice de cette ville, elle présentera, par l'entremise de sesdits procureurs et conseils, à la Cour Supérieure siégeant en la division de pratique—chambre No 31,—dans et pour le district de Montréal, province de Québec, une requête demandant à ladite Cour de choisir et nommer, en vertu de l'acte de la Législature, 62 Victoria, chapitre 58, et ses amendements, deux personnes compétentes et désintéressées pour agir comme commissaires, conjointement avec l'un des Recorders de ladite cité, comme président et deux de ses estimateurs nommés par le Conseil, aux fins de fixer et déterminer, en conformité avec lesdits actes, le prix et l'indemnité à être alloués pour l'immeuble ci-après décrit, que la Cité de Montréal a décidé d'acquérir par une résolution adoptée le 28 juillet dernier 1909 en vertu de l'acte 9, Edouard VII, chapitre 84, pour ouvrir la rue Elisabeth—maintenant Robert,—depuis la rue Fullum jusqu'à la partie de ladite rue appartenant à la Cité, dans le quartier Ste-Marie—et pour l'accomplissement des autres devoirs imposés par la loi auxdits commissaires, à savoir:

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Fullum, ledit côté mesurant à peu près 40.0 pieds; au nord-ouest par le résidu du lot du cadastre No 1459, ledit côté

LACHAPELLE, Emmanuel Persillier, Physician, 267 Prince Arthur street West.
 LAPOINTE, Louis Audet, Broker, 208 Champ de Mars street.
 LARIVIERE, Emery F., Merchant, 1371 Notre Dame street East.
 LATREILLE, Achille, Contractor, 1730 Mance street.
 LEBEL, Wilfrid, Merchant, 31 Drolet street.
 LYNCH, Michael, Contractor, 2a Quesnel street.
 MARTIN, Jean-Baptiste Albert, Broker, 331 Richmond street.
 MERCIER, Honoré, Advocate, 408 St. Denis street.
 PAYETTE, Louis, Contractor, 92 Laval avenue.
 ST. LOUIS, Emmanuel, Public Contractor, 23 St. Louis Square.
 ST. MARTIN, Albert, Official Stenographer, 241 St. Hubert street.
 VILLENEUVE, Eugène W., Manufacturer, 317 Esplanade Avenue.
 WALSH, Michael James, Insurance Broker, 99 Ste. Famille street.
 WANKLYN, Frederic Lumb, Civil Engineer, 241 Drummond street.
 WESTERN, Edmund, Business Agent, 630 Berri street.
 Having been nominated, a poll is granted.

PUBLIC NOTICE is moreover hereby given that the election for the offices of mayor and aldermen for the various wards of the City and for the office of Commissioners, shall be held on TUESDAY, the 1st day of February next, and that the polls shall be opened, on this day, in said wards, from 9 o'clock in the forenoon to 5 o'clock in the afternoon, at the places which will be indicated in a subsequent notice.

L. O. DAVID,
Returning Officer.

City Clerk's Office,
 City Hall,
 Montreal, 20th January 1910.



PUBLIC NOTICE

Elizabeth (now Robert) street, from Fullum street to that part belonging to the City

The City of Montreal, by their undersigned attorneys and counsel, hereby give public notice that on Friday, the fourth day of February next, at half past ten o'clock in the forenoon, or as soon as counsel can be heard, at the Court House of this City, they will, by and through their said attorneys and counsel, present to the Superior Court, sitting in the Division of Practice (Room No. 31), in and for the District of Montreal, Province of Quebec, a petition calling upon the said Court to choose and nominate, in virtue of the Act of the Legislature, 62 Victoria, chapter 58, and its amendments, two competent and disinterested persons to act as commissioners, jointly with one of the Recordors of the said City as president, and two of their assessors named by the Council, to fix and determine, in conformity with said acts, the price and indemnity to be allowed for the immovable hereafter described, which the said City of Montreal have, by a resolution adopted on the 28th day of July last, (1909), under the authority of the Act, 9th Edward VII, chapter 84, determined to acquire, to open Elizabeth (now Robert street), from Fullum street to that part of said street belonging to the City, in the St. Mary ward, and to perform such other duties as are imposed by law upon the said commissioners, viz:

A piece of land bounded on the South western side by Fullum street, said side measuring about 40.0 feet on the North western side by residue of lot cadastral No. 1459, said side measuring about 220.19 feet; on the North-eastern

mesurant à peu près 220.19 pieds; au Nord-est par cette partie de la rue Elisabeth, maintenant ouverte, ledit côté mesurant à peu près 40.0 pieds; au Sud-est par le résidu du lot du cadastre No 1459, ledit côté mesurant à peu près 220.78 pieds; contenant une superficie d'a peu près 8.819.4 pieds carrés, ladite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 1459 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie de la Cité de Montréal. Le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la Cité.

Toutes les dimensions ci-dessus sont en pieds et décimaux anglais.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,
DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,
Procureurs de la Cité de Montréal.

Hôtel de Ville
Montréal, 13 janvier 1910.

side by that portion of Elizabeth street, now open, said side measuring about 40.0 feet; on the South-eastern side by residue of lot cadastral No. 1459, said side measuring about 220.78 feet; containing a superficial area of about 8819.4 square feet, the said piece of land being a portion of lot cadastral No. 1459 of the official plan and book of reference for St. Mary ward, of the City of Montreal. The whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City surveyor's office.

All the above dimensions are in English feet and decimals.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,
DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,
Attorneys for the City of Montreal.

City Hall,
Montreal, 13th January, 1910.



AVIS PUBLIC

Règlement No 398

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de ladite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No 398 pour accorder une indemnité à Dame Laura Clemings, veuve de feu le constable George Shea".

L.-O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 janvier 1910.



PUBLIC NOTICE

By-Law No. 398

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by Charter of the said City, has adopted a by-law known as "By-law No. 398 to grant an indemnity to Dame Laura Clemings, widow of the late constable George Shea".

L.-O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 18th January 1910.

PERMIS DE CONSTRUCTION.

BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 20 Jan. 1909.

Issued during the week ending the 20th Jan., 1909.

Date.	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Classe. Class.	Coût. Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Jan. 14	14 N.	71	Parthenais.....	1573	St. Mary.....	Murray D.....	75 Parthenais	3me Cl.	4500 00
" 15	15 R.	23	Dupré.....	1833	St. Ann's.....	Levett M.....	100 St. Catherine	2me Cl.	50 00
" 17	16 R.	10	Stanley.....	1311	Laurier.....	Durocher H.....	10 Stanley.....	3me Cl.	800 00
" 17	17 N.		Dumont.....	1224	Papineau.....	Dufresne E.....	St. Jacques.....	"	1666 00
" 17	18 N.		do	do	do	do	do	"	1666 00
" 17	19 N.		do	do	do	do	do	"	1666 00
" 17	20 N.		do	do	do	do	do	"	1666 00
" 17	21 N.		do	do	do	do	do	"	1666 00
" 17	22 N.		do	do	do	do	do	"	1666 00
" 17	23 N.		St. Germain.....	50 sub. 92	Hochelaga.....	Paradis Albert.....	423 Joliette.....	"	1850 00
" 17	24 N.		do	50 sub. 93	do	do	do	"	1850 00
" 17	25 N.		do	50 sub. 93	do	do	do	"	1850 00
" 18	26 N.		Fabre.....	3 sub 326	St. Denis.....	Oberfield D.....	1428 Fabre.....	"	1200 00
" 18	27 R.		7e Avenue.....	172 sub. 704	St. Mary.....	Roberts H. K.....	327 7e Avenue	"	500 00
" 18	28 R.		Mont Royal Est.	602 sub 328	St. Denis.....	Levert Mde J.....	596 Mont Royal Av.	"	6000 00
" 19	29 R.	206 à 20	71... St. Laurent	B. 10-25-26-27	Laurier.....	Aumais J. A.....	1046 Sherbrooke Est	"	3500 00
" 19	30 N.		Papineau.....	636 12 à 16	Papineau.....	Charpentier T.....	157 Papineau	"	4000 00
" 19	31 N.		do	do	do	do	do	"	4000 00
" 19	32 N.		Papineau.....	339 s. 523	St. Denis.....	Magnan D.....	1270 Papineau	"	200 00
" 19	33 N.		Charlevoix.....	3399 sub. 192	St. Gabriel.....	Brossard Jos.....	491 Charlevoix	"	1500 00
" 19	34 R.		Dufferin.....	5 sub. 174	St. Denis.....	Dumouchel Gedeon.....	1188 Dufferin	"	700 00
" 19	35 N.		Bou. St. Laurent	61	Laurier.....	B. L. Vipond.....	116 St. Antoine	"	75 00
" 19	36 N.		do	61	do	do	do	"	500 00
" 19	37 N.		do	61	do	do	do	"	300 00

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings
R.—Réparations—Alterations

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES
HOHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
St. Denis...	166668	10 janv. 1910	8 jan. 1910	Dme J. B. Brunet	Dlle A. Larivée	5-546B.	2000	2611 St. André	B	\$ 800 00
Duvernay...	166670	10	8	P. Trudel	T. Abraham	11-23	1974	1237 et 1239 St. André	B	4500 00
Laurier...	166675	10	7	L'Hon. L. Beaubien	M. Maybank	10-922 & 923	3600	DeGaspé	L	625 00
"	166676	10	7	M. Maybank	J. R. Mainville	"	"	"	L	700 00
"	166677	10	8	R. S. C. Bagg	H. Lamy	11-326, 327, 328	5791	Van Horne et St. Laurent	B	\$ 3462 60
St. Denis...	166679	10	10	St. Denis Land Co.	O. Cardinal	1/2 N. O. 8-172	2750	Cowan	L	288 75
Laurier...	166686	10	3	A. Hogue	O. Hogue	12-8-26	5525	2173 à 2183 Hutchison	B	\$1 & cons.
"	166687	10	3	"	J. "	12-8-25	"	2185 à 2193a Hutchison	B	"
St. Denis...	166690	10	30 déc. 1909	The M. C. P. L. Co. Ltd	P. Dery	2643-1456	2500	St. Denis	L	\$ 100 00
"	166691	10	30	"	R. R. Charlebois	2643-126	2250	"	L	100 00
"	166692	10	30	"	D. Murphy	2643-1414	"	"	L	100 00
"	166693	10	30	"	R. Mundy	2580	2475	Berri	L	100 00
"	166694	10	30	O. Michaud	J. E. Gariépy	1/2 N. O. 8-689	2625	1590 et 1590A Labelle	B	2700 00
Mont-Royal...	166695	10	10 jan. 1910	W. Picard	A. Picard	25-35	7000	251 et 253 Moun- tain, 851 Swail	B	2700 00
Laurier...	166698	11	29 déc. 1909	F. Bélair	A. Patenaude	641-1-61 & 62	1775	Grand Ave	L	550 00
DeLorimier...	166702	11	10 jan. 1910	L. Corbel	E. Dupuis	1/2 N. O. 153-197	1760	Simard	L	425 00
Hochelaga...	166703	11	7	Le Sherif de Montreal	G. Boileau	148-2867 & 2868	4500	1351 à 1355 Ra- chel, 811 et 843 Frontenac	B	16700 00
Laurier...	166704	11	29 déc. 1909	O. Latreille et al	P. E. Plamondon	14-303 & 304	2000	Mance	B	12000 00
St. Marie...	166706	11	4 jan. 1910	J. Campbell	J. Ferns	172-2185	1950	Seme Ave	L	200 00
Laurier...	166707	11	29 mai 1907	L'Hon. L. Beaubien	N. Lahaie	10 678	1900	Casgrain	L	192 00
Duvernay...	166708	11	17 nov. 1909	J. H. David	A. Demers	1-313	2575	Marquette	B	6500 00
St. Gabriel...	166716	11	3 jan. 1910	G. T. Blackbird	G. Sleep	3345-9 & 3346-3	2207	Rozel	L	700 00
DeLorimier...	166724	11	23 déc. 1909	The I. S. L. & L. Co	J. B. Picken	161-140, 141 & 142	6210	St. Jérôme	L	1050 00
"	166727	11	30	"	A. Gosselin	161-397	1900	Bordeaux	L	400 00
St. Denis...	166733	11	24	A. Poirier	Dme A. Leblanc	8-450	5000	1334 Huntly	B	1100 00
"	166734	11	3 jan. 1910	J. Pagé	P. Pelletier	6-187	3250	1337 C. Colomb	B	1000 00
St. J. Bte...	166735	11	5	Vve F. W. Newman	D. Adelstein	513	11280	1000 à 1008 St. Urbain	B	14750 00
St. Gabriel...	166736	11	29 avril 1892	N. H. Thibault	P. T. Cantara	2768 & 2769	10224	144 à 162 St. Charles	B	8105 81
Laurier...	166738	11	10 jan. 1910	E. Gareau	A. F. Byers	641-2-35 & 36	"	St. George	L	555 00
Mont-Royal...	166740	11	29 déc. 1909	Maplewood Ltd.	O. Normandin	28-408, 409 & 410, 28-391-17, 18 & 19...	8775	Maplewood	L	2062 50
St. Denis...	166743	12	20	H. R. Drummond	Dme Z. Boismenu	331-152	3675	476 et 478 LaSalle	B	500 00
Laurier...	166747	12	23	The Royal Trust Co.	O. Bergeron	10-2117	2550	Buller	L	250 00
St. Denis...	166749	12	10 jan. 1910	T. Lefebvre	A. Leblanc	325-232	1650	1382 et 1384 St. André	B	3400 00
"	166758	12	11	R. H. Alarie	U. Lafontaine	1-161 & 162	2280	Marquette	L	500 00
"	166760	12	11	L. P. Lafontaine	"	1-165 & 166	"	"	L	500 00
Laurier...	166760	12	22 déc. 1909	Ville St. Louis	J. Beaulac	1/2 S. 12-1-16	2500	Park Ave.	L	1125 00
Hochelaga...	166770	12	7 jan. 1910	The Montreal Gas Co.	E. Thouin	159-106	1960	Forsyth	L	470 40
"	166771	12	12	E. Thouin	F. Thérien	"	"	"	B	2175 00
"	166772	12	11	Vve A. Girouard et al	E. Desgagné	31-69 & 70	4500	1777 à 1783 Ste. Catherine	B	17000 00
"	166779	12	10	H. Desmarais	J. Mathieu	23-424	2530	Ste. Catherine	L	1265 00
St. J. Bte...	166789	13	5	Dme P. Murphy	I. Lake et al.	194, 195 & 196	7517-8	685 & 697 Coloniale	B	11000 00
Laurier...	166795	13	7	E. Biron et al.	J. C. Lamothe	12-4-7	"	Park Ave.	B	13000 00
St. Denis...	166797	13	12	St. Denis Land Co.	L. J. A. Olivier	1/2 N. O. 8-144	2750	Cowan	L	216 00
St. Henri...	166803	13	4	Succ. E. Mackay	E. Giasson	P. S. E. 1508, P. N. O. 1509	2800	St. Philippe	L	1190 00
St. Denis...	166806	13	23 déc. 1909	Dme G. Bourguignon	N. Bricault et al	339-615	2360	289 et 291 Marquette	B	2825 00
"	166811	13	28	J. L. Clément	W. Phelan	328-539	2500	260 & 264 C. Colomb	B	5550 00
"	166814	13	11 jan. 1910	J. A. Mackay et al.	La Banq. d'Hochelaga	8-720 & 721	9519	Labelle coin Beaubien	L	7700 00
Hochelaga...	166819	13	30 déc. 1909	W. T. Hall et al.	R. M. Ballantyne	148-861, P. 862, P. 863, P. 864, 849, 850 & 851, P. 872 à 875	14750	Forsyth	L	Ext. de vente.
"	166820	13	31	L. A. Piché	"	23 642 & 643	5396	"	L	"
"	166817	13	29 oct.	G. Pharand	"	23-644 à 648, 650 & 651	18150	"	L	"
"	166823	13	31 déc.	U. H. Dandurand	"	23-228	2646	"	L	"
"	166824	13	31	The M. L. & Imp. Co.	"	29-497 & 1057	5500	"	L	"
St. Denis...	166826	14	12 jan. 1910	M. Cusson	Dme P. Simard	P. 162-22	1200	70 Berri	B	\$ 1700 00
"	166827	14	30 déc. 1909	The M. C. P. L. Co.	E. Gagnier	2643-1463 & 1464	5000	St. Denis	L	200 00
Duvernay...	166828	14	20	A. Rosenberg	Dme S. Rabinovitch	11-18	1974	550 et 552 Mentana	B	1140 63
St. Denis...	166832	14	8 jan. 1910	W. Daniel	R. Desjardins	7-499	2175	2388 St. André	B	1100 00
"	166835	14	2	The Amh. P. L. Co.	T. Larose, jr	5-443	3125	C. Colomb	L	560 00
Hochelaga...	166839	14	13	C. C. Deguise	A. Tremblay	50-156	2250	St. Germain	L	594 67
"	166840	14	13	"	P. Boucher	50-155	"	"	L	594 68
St. Denis...	166842	14	10	H. Forget	S. Collin et al.	P. 488-30B, P. 488-29B	2021	864 et 866 Belanger	B	3360 00
Hochelaga...	166845	14	12	The M. L. & Imp. Co.	A. Tremblay	23-224	2640	Forsyth	L	450 00
"	166846	14	12	"	P. Bouchard	23-225	2530	"	L	450 00
Laurier...	166850	14	7	L'Hon. L. Beaubien	P. Cacchione	10-1346	1900	Casgrain	L	275 00
"	166854	14	11	Succ. S. C. Bagg	P. Lazazzera	11-1557, 1558 & 1560	6000	St. Clair	L	450 00
"	166864	14	23 déc. 1909	The Royal Trust Co.	L. Villeneuve	P. 10-1170	2375	Marcil	L	228 00
"	166865	14	7 jan. 1910	The Villeneuve	N. Desormeaux, sr	"	"	"	L	427 88
Hochelaga...	166872	14	13	W. W. Evans	G. A. McColl	P. S. O. 102	1500	36 Robillard	B	1800 00
Laurier...	166877	14	12	A. Monette	J. U. Meunier	10-1686	"	"	L	1800 00
St. Henri...	166884	15	14	De Abinovitch	R. Charbonneau	1721-22	2000	Geo. Et. Cartier Sqr	L	1100 00
St. Denis...	166886	15	11 nov. 1908	A. Lacroix	O. Lacroix	P. 328-591	585	C. Colomb	L	100 00
DeLorimier...	166895	15	6 jan. 1910	The I. S. L. & L. Co.	J. A. Dresser	161-442 & 443	4140	St. Jérôme	L	650 00
"	166896	15	6	"	B. A. Dresser et al	161-444	2070	"	L	350 00
St. Denis...	166904	15	10	P. Labelle	La Cité de Montréal	7-724	2452	St. Hubert	L	500 00
Laurier...	166908	15	14	G. Destroismaisons	Wm Maloney	1/2 N. O. 12-22-34	2762-6	Park Ave.	L	2778 00
"	166909	15	14	Wm Maloney	Ve A. Girouard	"	"	"	L	4000 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.*—TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Description	Prix. Price.
St. Laurent.	77059	10 jan. 1910.	8 jan. 1910	W. Hy. Pratt	J. N. Bales	19-90-B	2131	741 St. Urbain	B	4250 00
St. Louis	77061	10 " "	14 sept. 1908	J. H. Price	S. H. Guy	1/2 S.E. 468	1200	151 et 151 1/2 Ste. Elizabeth	B	4000 00
do	77062	10 " "	15 " "	S. H. Guy	Ve Jos. Leroux	do	1200	do	B	4000 00
Papineau	77072	11 " "	3) déc. 1909	A. Handfield	N. Bloom	503-23 & 24	4817-4	27 à 31 Burnett	B	5500 00
do	77074	11 " "	29 " "	D. Falcon	J. L. Patenaude	1141-15	2318	375 et 377a Ruelle Mathieu	B	4000 00
St. Laurent.	77077	11 " "	31 " "	C. J. Maguire et al	De W. Dockrill	101-12	940	13 Tara Hall	B	3100 00
St. Louis	77079	12 " "	28 déc. 1909	N. Paquette et al	L. Kuzmaior	903-154	1410	146 rolet.	B	2800 00
Papineau	77081	12 " "	22 " "	G. Deserres	The Mont. Trust Coy.	1/2 581, 585, p. 583	8960	558 à 574 Dorion	B	5050 00
do	77082	12 " "	16 " "	C. Messier	L. & Jos. Marsolais	122-64 & 65	3853	do	L	480 00
St. Louis	77092	12 " "	10 jan. 1910	E. Biron et al	A. Goldsmith et ux	944-6, p. 944-7	3822	42 St. Dominique	B	2050 00
LaFontaine	77095	12 " "	12 " "	E. Laurence	S. L. Gareau esqual	849-21	2012	457 et 459 St. Hubert	B	8000 00
Papineau	77101	13 " "	12 " "	N. Beauchamp	P. Binette	1225-45	1850	Dorion	B	3300 00
do	77102	13 " "	15 déc. 1909	G. H. Gadbois	De T. Ligget	1224-59	2500	1040 à 1044 Sherbrooke	B	8500 00
do	77103	13 " "	15 " "	Suc. J. Brunet	R. Valiquette	1225-7	1840	200 et 202 Gauthier	L	552 00
St. Louis	77105	14 " "	2) " "	D. S. Rabinovitch	A. Rosenberg	P. 911-6, p. 911-4	1440	58 à 62 Roy	B	6520 00
St. Laurent	77114	14 " "	13 jan. 1910	A. Wener	M. Greenberg	44-73 & 74	5108	61 à 70 Park Ave	B	2500 00
Ste. Marie	77111	14 " "	13 " "	J. Archambault	Paul Denis	1283	4000	763 à 773 Chaussé	B	9000 00
St. Laurent	77115	14 " "	10 " "	J. D. Fraser et al	S. Gagnon	P. 259	2375	28 Mance	B	5150 00
LaFontaine	77124	15 " "	15 " "	A. Belanger	Jos. T. S. Haieault	1202-44	1400	128 et 130 Rivard	B	28 0 00
Est.	77125	15 " "	13 " "	P. C. Lacasse	Les D. bardeurs Sy- diques du Port de Montréal	173	1128	Ch. de Mars	L	1393 61

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St. Georges.	148004	11 jan. 1910	29 déc. 1909	D. J. M. Darling	John Allan	1/2 N.E. 1342	3265	355 et 357 Ste. Catherine	B	7000 00
St. André	148005	11 " "	31 " "	J. H. Maher	A. McKim	P. 1726-D	5577	Macgregor	L	11154 00
do	148006	11 " "	31 " "	do	H. B. Walker	P. 1726-D	5524	do	L	11052 00
St. Joseph.	148007	11 " "	29 " "	D. Falcon	J. L. Patenaude	87-49	1642	33 Coursol	B	4000 00
Ste. Anne	148010	12 " "	11 jan. 1910	Shérif	U. H. Dandurand	1304	3768	518 à 522 N. Dame Ouest	B	6200 00
St. André	148017	13 " "	7 " "	T. B. H. Prevost et al	J. H. Maher	P. 1531	2252	622 Ste Catherine O.	B	27000 00
St. Joseph.	148020	13 " "	7 " "	E. Lemire	A. W. D. Howell	426, 443-1-1	14440	Guy	L	13000 00
Ste. Anne	148021	13 " "	10 " "	De J. A. Labranche	M. Lewitt	1833	4704	19 à 27 O'Connell	B	8000 00
St. Georges.	148024	13 " "	19 mar. 1908	J. T. Barlow	F. W. Barlow	1482	2430	140 et 140a Peel	B	1 00
do	148025	13 " "	10 jan. 1910	D. McIntyre	L. Stern	1322	2280	51 McGill Coll. Ave	B	8500 00
do	148028	14 " "	31 déc. 1909	De F. O. Lewis	N. Curry	P. 1758	18 53	581 Sherbrooke	B	1 00
St. André	148029	14 " "	5 janv. 1910	Hon. R. Mackay	D. Morris Jr.	P. 1744	13906	8 Redpath	L	& consid. 1 00
do	148030	14 " "	5 " "	Hon. R. Mackay	A. Kingman	P. 1744	1731	Redpath	L	& consid. 1 00
St. Georges.	148031	14 " "	6 " "	De E. B. Ibbotson	C. W. Vipond	1475-A, 1475-B	2912	200 Peel	B	& consid. 19000 00
St. André	148033	14 " "	11 " "	W. H. Benyon	Ve W. W. Watson	P. N.E. 1702-1	2670	690 Sherbrooke	B	18500 00
St. Georges.	148035	14 " "	8 " "	C. O. Wyatt	Hy Gatehouse	P. 1130	1820	17 Hanover	B	4500 00
St. Joseph.	148037	15 " "	15 " "	The Provident Trust & Investment Coy	J. T. Giroux	396 & 397	10874	961 et 963 St. Jacques	B	Border.
do	do	15 " "	15 " "	J. T. Giroux	The Fidelity Limited	396 & 397	10874	do	B	do
St. André	148040	15 " "	7 " "	M. C. H. Prevost	James H. Maher	P. 1531	2260	621 Ste. Catherine	B	30000 00
do	148041	15 " "	7 " "	T. B. H. Prevost	do	P. 1531	2252	626 do	B	3800 00
do	148042	15 " "	10 " "	F. R. Redpath et al	Ve Joseph Héroux	1584-2 à 4	8312	14 à 24 Mackay	B	18000 00

2 { B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar
Par A SAUVÉ